

Le temps est-il venu ?

Le Bulletin des Agriculteurs vit par et pour les cultivateurs et il cherche continuellement à les aider davantage. Le Bulletin est une arme nécessaire qui permet aux cultivateurs de se défendre librement eux-mêmes, comme à tous ceux qui s'intéressent au sort de la classe agricole comme facteur social, de faire valoir les droits de cette classe et faire reconnaître la légitimité de ses revendications.

Depuis plus de deux ans, nous nous sommes efforcés de maintenir au Bulletin l'idéal qu'y ont attaché ses fondateurs et premiers directeurs: celui de servir partout et toujours la classe agricole.

En cherchant des moyens nouveaux de servir davantage, nous avons maintes fois songé à mettre en rapports plus directs le travailleur agricole avec son frère le travailleur des villes, ces deux classes d'hommes qui ont tout à gagner à se mieux connaître pour mieux s'aider, parce que l'une et l'autre sont trop exclues de la direction des affaires publiques.

L'heure est-elle arrivée d'opérer ce rapprochement nécessaire ?

Si la crise aidant, nous en venons à une conclusion affirmative, nous ne reculerons pas devant la tâche.

Si nous traitons de cette question aujourd'hui, c'est que la conclusion de l'article qui suit immédiatement, intitulé *Le socialisme agraire*, nous arrive comme une invitation à quitter momentanément les sentiers battus pour travailler à une œuvre d'union qui paraît, en raison des circonstances, s'imposer plus que jamais.

Notre correspondant souhaiterait lui aussi plus d'union entre le travailleur des champs et le travailleur des villes. Il estime que les ouvriers et les cultivateurs, réunis pour dire ce qui est juste et ce qui n'est pas, seraient une force qui, je crois, ferait comprendre raison à nos politiciens. Et notre correspondant ajoute: "Je crois que le Bulletin des Agriculteurs, qui a déjà beaucoup de bien à son crédit, serait le journal tout désigné pour lancer un tel mouvement".

L'entreprise a certes de l'envergure. Mais le Bulletin des Agriculteurs s'est déjà attelé à une tâche proclamée impossible: unir les cultivateurs. La chose est faite: la classe agricole a maintenant sa solide et vivante association professionnelle.

Et la situation présente est celle-ci: nous avons d'un côté une association professionnelle agricole et de l'autre des syndicats et clubs ouvriers et des unions ouvrières. Mais il manque un chaînon ligatureur entre ces deux groupements ayant tout intérêt à la plus étroite coopération.

Un journal agricole où les cultivateurs continueraient à exprimer leurs opinions et formuler leurs demandes, avec à côté une couple de pages ouvrières où toutes les divers associations et groupements d'ouvriers exposeraient aussi leur situation et leurs besoins, ne pourrait-il pas être cette espèce de *missing link*, ce chaînon qui manque entre cultivateurs et ouvriers organisés ?

Nous demandons donc à tous nos lecteurs et amis de venir nous dire s'ils croient que le temps est venu pour le Bulletin des Agriculteurs de lancer hardiment ce mouvement d'union et de coopération plus étroites entre le travailleur de la ville et le travailleur des champs ? Toutes les opinions sont permises et nous les sollicitons.

Donat C. NOISEUX.

Le socialisme agraire

La crise actuelle porte tout le monde à la réflexion. Cela est bon car il faut toujours tirer le meilleur parti possible de toute mauvaise situation. Il y a des suggestions de toutes sortes, bonnes et mauvaises, mais il faut en choisir une, la plus bonne, la plus sage, la plus réalisable, la plus acceptée de la majorité.

Dans "Le Canada" du 3 mars, M. Olivier Asselin s'élève, avec raison, contre le socialisme des cultivateurs de la Saskatchewan à propos d'une résolution adoptée au dernier congrès des Fermiers-Unis, qui demandait la nationalisation des forces hydrauliques, des forêts, des chemins de fer, du sol et du sous-sol. Voici des idées germées dans les cerveaux de gens qui cherchent des remèdes à leurs difficultés et qui malheureusement suggèrent des remèdes pires que le mal. M. Asselin ajoute: "La dépêche de la 'Canadian Press' qui nous apprend cette nouvelle dit qu'un certain nombre de députés hésitaient à se prononcer pour la nationalisation de la terre, mais que les partisans de cette mesure les ont gagnés à leurs vues en appuyant sur l'inconséquence que ce serait de laisser la terre à un régime qui nous réclamait pour tout le reste."

Si seulement ces gens-là cherchent à obtenir tout ce qu'ils ont droit d'attendre des forces hydrauliques, des forêts et des chemins de fer, et si ils n'ont rien trouvé de mieux que le socialisme d'État. Tout ceci m'a porté à de tristes réflexions que je me permets de soumettre.

On suggère des remèdes dangereux, remèdes auxquels il faut s'opposer; mais qu'arrivera-t-il si on laisse toujours exister le mal et surtout si on le laisse s'aggraver. La classe agricole de tous les pays avait droit aux avantages que devaient procurer les forces hydrauliques et les chemins de fer, mais surtout à ceux de nos forêts. Qu'est-il arrivé? La construction de nos chemins de fer et le développement de nos forces hydrauliques ont donné lieu à des scandales qui couvrent tout le monde. Les gouvernements, au lieu de veiller à ce que nos chemins de fer soient bâtis et nos forces hydrauliques développées pour le plus grand bien du peuple, ont scandalement favorisé des amis d'État qui ne s'occupent que de leur propre intérêt. Leur ont permis de devenir millionnaires au détriment du peuple, ce qui a fait qu'un de nos chemins de fer est aujourd'hui une grosse charge pour le pays parce que trop de gens s'y sont enrichis et que les possesseurs de nos forces hydrauliques ont tous les pouvoirs pour s'enrichir aux dépens du peuple. Ces gens-là sont les sous-cultivateurs aux caisses électorales des partis politiques, et notre partisannerie politique, cause de notre avilissement, nous les fait tolérer.

Quant à nos forêts, les choses n'en ont été que pires. Ici dans la province de Québec tout serait bien supérieur à ce qu'il est, si on avait mis tout domaine colonisable à la disposition des colons et des cultivateurs avec tout le bois qui s'y trouvait au lieu de le livrer d'abord au pillage des commerçants de bois. S'il en avait été ainsi, un grand nombre de nos terres ne seraient allées aux États-Unis et beaucoup d'autres n'auraient pas brisé notre équilibre économique en abandonnant la campagne pour la ville. Tel que nous avons agi, les colons ont été privés du bois qui se trouvait sur leur lot, ils ont dû se contenter des déchets, et l'argent réalisé par les commerçants de bois, au détriment des colons, ne leur a pas servi à autre chose. Plusieurs s'y sont d'abord édifiés une petite fortune, mais depuis un grand nombre sont descendus à la faillite et d'autres s'y achèvent. Nos dirigeants ont commis encore à nos dépens de graves erreurs mais des fautes très graves qu'il fallait notre partisannerie politique pour leur permettre de continuer.

Nous avons absolument besoin que cela cesse et bien d'autres choses, qu'allo nous faire? du communisme et du socialisme? Espérons que jamais ces idées criminelles ne s'introduiront chez nous. Mais si jamais elles font leur chemin chez nous, devrions-nous les reprocher au peuple qui a été exaspéré ou à nos dirigeants ou à nos professionnels qui l'ont exaspéré? Voici une parole que plusieurs me reprocheront, mais je crois qu'il vaut mieux la dire avant qu'il soit trop tard. En attendant, je conseillerai à nos dirigeants de légiférer pour empêcher toute propagande communiste. Il est singulier que tout ce que nous avons pour protéger la société contre le communisme soit un petit bout de loi fédérale que les gens d'Ontario ont trouvé, et qui était à la veille d'être biffé de nos statuts. Je sais le Sénat, elle le serait depuis plusieurs années. Cette année, notre premier ministre d'Ottawa n'a pas permis une nouvelle motion pour biffer cette loi, et l'Ontario de la partisannerie politique a voulu que l'opposition à ce refus lui vint surtout d'un député des plus éminents de la province de Québec.

Quelle est le remède à tout cela? M. Asselin en a fait surgir un à mon esprit quand il écrit que: "Il n'est pas moins évident que nous avons déjà, dans certaines régions du pays, tous les éléments d'une alliance des ouvriers et des paysans comme il est consigné dans la Constitution". Ce serait un grand malheur, mais n'en tirait-il pas autrement si une telle alliance était faite pour obtenir justice en brisant l'influence néfaste des partis politiques? Ceux-ci ont perdu complètement la confiance des gens, excepté ceux qui sont aveuglés par la partisannerie. Il y a 30 ans, la plupart de nos conseils municipaux passaient leur temps à se chamailler, à plaider et à dépenser l'argent des contribuables à cause de leur partisannerie politique. Les choses se sont beaucoup améliorées depuis que la politique en est disparue. Je n'ai pas d'espoir tant que nous ne faisons pas la même chose à Québec et à Ottawa. Les ouvriers et les cultivateurs réunis pour dire ce qui est juste et ce qui n'est pas, seraient une force qui, je crois, ferait comprendre raison à nos politiciens. Il ne s'agit pas de prendre la direction du pays ni de la province, car l'expérience a prouvé que les travailleurs commettent des erreurs lorsqu'ils prennent le pouvoir. De plus j'aime mieux voir les miens exploités qu'exploiteurs.

Je soumets ces idées aux lecteurs du "Bulletin des Agriculteurs", et je crois que celui-ci qui a déjà beaucoup de bien à son crédit, serait le journal tout désigné pour lancer un tel mouvement.

UN AMI DES TRAVAILLEURS

Notre plus grand malheur national

Conférence donnée par M. Oscar Gatineau devant le Comité régional du Centre de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Appelé récemment à adresser la parole à une réunion de la Société Saint-Jean-Baptiste, M. Oscar Gatineau, que tous les lecteurs du Bulletin des agriculteurs connaissent, a d'abord posé une question à ses auditeurs en leur demandant de donner leur réponse sur un bout de papier qui fut ensuite ramassé par le président de l'assemblée.

La question était celle-ci: "Quelle a été dans le passé et quel est actuellement notre plus grand malheur national?"

Cette question posée impromptu à des membres en vue de notre grande société nationale, a paru-il, amené des réponses aussi intéressantes que diverses. M. Gatineau a ensuite répondu à sa façon à cette question et a dit des choses qui intéresseront sûrement les lecteurs du Bulletin des agriculteurs. Voici les remarques de M. Gatineau:

"Vous êtes-vous déjà demandé, mes chers amis, quel avait été dans le passé, et quel est actuellement, notre plus grand malheur national? Sans le comité régional du centre, je l'avoue avec confusion, je ne me serais jamais encore posé cette question moi-même. Pourtant, elle est très importante.

Lorsque M. Laforce m'annonça, il y a deux semaines, qu'il avait promis au président du comité national régional du centre que je dirais quelque chose ce soir, ne pouvant rien refuser à mon ami Laforce, que j'ai toujours trouvé disposé à servir toutes les bonnes causes, je fus dans l'obligation d'accepter, bien que j'eusse plus d'une raison pour m'en dispenser.

Libre du choix de mon sujet, je choisis un sujet digne des membres de la Société Saint-Jean-Baptiste. Je me fis enfin la question que je viens de vous faire à vous-mêmes: quel est notre plus grand malheur national? Notre plus grand malheur national, j'ai trouvé que le sujet était au-dessus de nos capacités et méritait d'être traité par une personne mieux qualifiée que je ne le suis. En importance, ce n'est pas notre deuxième malheur national, malheur qui est la conséquence d'une de nos malheureuses erreurs nationales.

A mon point de vue, notre plus grand malheur qui a été la cause de la plupart de nos autres erreurs et malheurs nationaux, ça a été et c'est encore... notre partisannerie politique. Si vous êtes de mon avis, n'est-il pas triste de constater combien nous nous donnons de mal pour entretenir dans notre plus grande erreur qui est en même temps la cause de nos plus grands malheurs. N'ai-je pas raison, messieurs, d'avoir laissé à d'autres personnes plus compétentes que moi un sujet d'une importance aussi primordiale. J'ai cru que nous devions attendre l'exposé d'une question comme celle-ci d'une personne qui a des ambitions politiques, ou d'une autre qui s'emploie à cultiver et à stimuler la partisannerie politique ou bien encore d'une autre qui y est plongée jusqu'au cou ou davantage.

Je vous ai donc dit que j'avais choisi comme sujet ce que je considère être, en importance, notre deuxième malheur national, lequel est, d'après moi d'ordre rural.

On pourrait fort bien dire que la partisannerie politique est notre plus grande erreur de principe, et que l'exode rural est notre plus grande erreur de fait. Il est suffisant pour se rendre compte du malheur qu'a été pour nous l'exode rural, de songer que trois millions de nos frères vivent aujourd'hui au-delà de la ligne quarante-cinquante. N'est-il pas trop triste de constater qu'un jeune pays comme le nôtre, une province riche comme la province de Québec, n'ait pas su conserver, au moins dans le pays, cette foule de nos frères dont nous aurions tant besoin.

Messieurs, jusqu'ici il aurait paru déplacé de venir entretenir les gens de la ville des questions agricoles. Je comprends que ce serait vous entretenir inutilement que de parler des soins à donner aux plantes et aux animaux, mais je sais qu'il est très important pour les habitants des villes d'être au courant des problèmes qui se présentent chez les cultivateurs au point de vue social, économique, et le dernier mais non le moindre, l'établissement et l'avenir des enfants.

Il y a au moins trois raisons aujourd'hui pour que les gens des villes s'intéressent aux problèmes agricoles: d'abord c'est une question nationale, on dit avec raison que les agriculteurs sont notre réserve d'énergie nationale, ensuite on reconnaît comme principal remède à la crise actuelle le retour à la terre et le maintien des cultivateurs à la campagne, et enfin il y a 100,000 fils de cultivateurs à la campagne qui attendent qu'une occasion propice et qui ne manqueront pas, si cela leur est pos-

CINQ SOUS LE NUMERO

Point de vue

Une page de Louis Veuillot et quelques réflexions

L'œuvre de Louis Veuillot est une mine riche et variée où l'on a abondamment puisé et qui contient des milliers de pages qui sont toujours d'actualité ou le redevennent malgré le recul des années. Veuillot a consacré à l'agriculture, entre autres, une page singulière que je ne me rappelle pas avoir vue reproduite dans nos journaux canadiens-français. On me pardonnera donc si j'en cite un généreux extrait. C'est intitulé: "Des livres et de l'agriculture". Le grand certain laisse causer un de ses amis, le marquis Valentin, dont il visite le domaine.

"Pour avoir un beau champ de luzerne, dit le châtelain à Veuillot, croyez-en les anciens de la paroisse avant le plus brillant de nos professeurs d'agriculture, même quand le professeur a fait une expérience et même quand elle a réussi, vous n'avez pas la terre et la température où il a expérimenté. Ces conditions-là, le paysan les connaît par une expérience séculaire.

"J'ai fait, poursuivait Valentin, des expériences parfaitement belles et parfaitement heureuses, qui m'auraient ruiné si j'avais voulu les renouveler. Tel champ m'a rapporté le double de ce que rapportait le champ voisin; mais la main-d'œuvre m'avait coûté le triple, et j'étais en perte d'un tiers..."

"Je suis devenu agriculteur comme je suis devenu homme, par mon travail et à mes dépens. Dans quelques cas j'ai innové, dans beaucoup d'autres, je suis revenu purement à la routine. Il y a des progrès en agriculture qui ressemblent beaucoup à nos progrès politiques; ils appauvrissent. La science moderne a tranché superbement des questions qui sont loin d'être résolues. On commence à voir que de vieux procédés, abandonnés et méprisés comme absurdes, étaient en fait salutaires et essentiels... Sans être agriculteur, vous avez entendu parler des effets du déboisement; c'est un désastre. On s'était dit: "Les arbres sont comme les moines, des faibles, arrachons les arbres et mettons du blé à la place!" Oui, mais la température n'est plus la même. A la place des arbres nous avons des blés noirs, que la pluie noie, que le soleil brûle; à la place des moines, nous avons le paupérisme et son neveu, le socialisme."

"Toutefois, je ne regrette pas mes expériences, je les pouvais faire, je les devais faire. Tous les ont eu un résultat concluant. Heureuses, elles ont profité à tout le monde; malheureuses elles n'ont coûté qu'à moi. Le sol n'est pas riche. Il y avait des landes dont il semblait impossible de tirer parti. Rien n'y réussissait. Après beaucoup d'essais infructueux, et qu'un grand propriétaire pouvait seul se permettre, j'ai fini par planter des arbres étrangers, apportés la plupart à grands frais d'au-delà des mers. Ils viennent bien; nous pouvons maintenant les considérer comme acclimatés. J'en donne à mes voisins, et d'ici à quelques années toutes nos landes en seront couvertes. Ceci est un progrès. Il a coûté cher et j'en fais seul les frais, mais j'ai accompli un devoir de ma situation. Le château seul peut et doit être la ferme-école du pays."

"Adieu! m'écriais-je, voilà parler!" conclut Veuillot. (Œuvres diverses, tome VIII. "Ca et Là", page 336-337).

En donnant cette longue citation, je n'ai pas le dessin, d'ailleurs bien légitime, d'abréger ma chronique ou encore de me payer la tête des techniciens agricoles. L'estime sincère des agronomes et autres théoriciens agricoles; je compte même parmi eux d'excellents amis. Quelques-uns ont accompli chez nous de la bonne et belle besogne, de magnifiques réalisations dont les cultivateurs ont largement bénéficié. La plupart ont fait de louables et méritoires efforts. Mais il y a la théorie et la pratique. Dans l'entraînement, on l'a oublié quelquefois. On ne peut du jour au lendemain chambarder l'agriculture, mettre au rancart toutes les vieilles méthodes. Un romancier français, Georges Bernanos, fait dire à l'un de ses personnages: "L'expérience est une invention des vieux qui met les jeunes en colère, sans profit pour personne. C'est une boutade. Je pourrais citer le cas d'un brillant agronome qui me disait que l'apport de l'expérience des vieux cultivateurs de son comté lui avait été d'un secours inestimable."

Il y a la théorie et la pratique. Les agriculteurs ne peuvent compter que sur leurs propres ressources pour faire telles améliorations, telles expérimentations, adopter tels procédés, renouveler leurs troupeaux, etc. Il faut payer, payer la machinerie, les engrais chimiques, compter avec la main-d'œuvre et surtout les revenus actuels. Ici n'a-t-on pas trop conseillé à nos agriculteurs l'achat de machinerie, pas toujours indispensable, au nom du progrès, et qu'on leur reproche aujourd'hui? Dans une large mesure, les cultivateurs peuvent cependant profiter des données de la théorie et éviter eux-mêmes de coûteuses expérimentations.

(Suite à la page trois)

TRIBUNE LIBRE

Des lots qu'on refuse à la colonisation

Lac des Îles, Cte Labelle, Qué. Février 1932.

M. D.-C. Noiseux, Rédacteur, Le Bulletin des Agriculteurs, Montréal.

Cher Monsieur, Un mot pour vous demander de faire paraître dans le Bulletin des Agriculteurs qu'il y a à proximité d'ici beaucoup de terrains cultivables, de quoi placer 40 à 45 familles. Seulement, il y a un obstacle qui paraît insurmontable.

Ces limites à bois sont détenues par la compagnie James McLaren, qui paie un certain montant d'argent chaque année pour garder ses droits de limite. Et voilà tout proche 50 ans que la compagnie fait du bois chaque année sur ces terrains. Donc, il doit rester du bois pour bâtir les colons qui veulent s'établir sur ces terrains-là.

La compagnie paie le gouvernement pour garder ces lots, et nous trouvons que ce n'est pas juste.

Le gouvernement dit: Établissez-vous, mais ils prouvent d'un autre côté qu'ils ne veulent pas livrer ces lots à la colonisation. Nous en avons parlé avec des gens qui sont employés pour cela et ils nous disent toujours: "Bon courage, ça va venir"; mais ça fait tout proche deux ans que nous travaillons pour les avoir, ces lots, et rien ne remue. Je ne vois pas d'autres moyens pour me placer et c'est du bon et beau terrain aussi.

Si vous pouviez faire quelque chose pour nous autres, il y en a 16 qui attendent après cela. Tâchez de faire paraître notre réclamation sur le Bulletin, au plus tôt possible, et travaillez pour nous autres, s'il vous plaît.

Merci et sincèrement à vous,

Olivier GRENIER

Moi aussi je veux faire ma part

pour le "Bulletin"

St-Denis, Kam., 20 février 1932

M. le directeur,

Je suis heureux de faire quelque chose pour le Bulletin des agriculteurs; c'est pourquoi je tâche, dans la mesure du possible, de faire de la propagande en faveur de ce dernier, car j'ai foi en son travail pour la classe agricole, en particulier, et toute la communauté en général.

Donc, je fais un appel pressant à tous les amis de l'agriculture de la province, de répondre à nos désirs, en s'abonnant nombreux au journal ci-dessus mentionné.

Je me ferai un plaisir de remettre au Bulletin les abonnements qu'on voudrait bien me faire parvenir. Et bien, ami du comté de Kamouraska, principalement des petits colons, environnants, un petit coup d'épaule à la route, pour le succès de notre journal, car c'est 50 mille abonnés que ledit journal devrait avoir, au lieu de 14,000.

La théorie doit se servir à des fins pratiques, mais modérées, d'ailleurs, surtout de démonstrations pratiques, par conséquent plus assimilables. Si d'ailleurs on l'introduit, graduellement, dès l'école primaire, pour tous les élèves, je dis tous les élèves, qu'ils soient fils ou filles d'agriculteurs ou non, que ce soit matière du programme, celui-ci est déjà surchargé; qu'on enlève autre chose. Il y aurait encore beaucoup à dire dans ce domaine; restons-en là pour aujourd'hui.

Je touche, en passant, un autre point de vue que me suggère le marquis-fermier de Veuillot. Nous n'avons plus de seigneurs dans notre province, et ce n'est pas moi qui m'en alarmerais. Mais nous avons parmi nos Canadiens français, des financiers, industriels, hommes d'affaires et autres qui ne semblent pas savoir au juste comment utiliser leur fortune et leurs loisirs. Pourquoi n'aurions-nous pas plus de "gentlemen-farmers"? M. Omer Héroux, du Devoir, formulait ce même vœu, il y a quelques années. La conduite d'une ferme modèle est intéressante, surtout quand on dispose d'autres revenus. Nos hommes d'affaires pourraient y investir quelques milliers de dollars, sans trop inquiéter leurs héritiers et se faire une fin de carrière ou une seconde carrière utile, captivante, au lieu de traîner leur ennui, leur angine ou leur dyspepsie sur le terrain de golf, sur les mers ou les continents. Je ne conseillerais pas l'exploitation sur une grande échelle, les constructions extravagantes, les ruineux élevages de sujets-phénomènes. Mais une ferme de superficie ordinaire, 150 à 200 acres, dans une région agréable et pittoresque, avec constructions et aménagements modernes et de bon goût, petit troupeau de choix, cultures diverses, bref une ferme modèle et pratique. Ces riches, cultivateurs par sport, y trouveraient de l'intérêt, de la distraction, de l'exercice ou du repos, de la verdure, de la vie, de la "raie et bonnet" etc. Et quels services ils pourraient rendre aux cultivateurs ordinaires. Leur exemple aiderait à réhabiliter l'agriculture dans notre province.

Ah! si nous avions de l'argent, vous et moi!

CER

qu'il a actuellement. Merci à tous d'avance, et en avant pour le Bulletin.

J.-Bte BOUCHER

Encore un "habitant" qui se décide

Ste-Thécle, 18 février 1932

M. Donat C. Noiseux, Le Bulletin des Agriculteurs, Montréal.

Cher Monsieur,

S'il vous plaît un petit espace dans votre Tribune libre. C'est la première fois que je me décide à écrire au Bulletin pour vous faire part de mes réflexions. J'aime à lire le Bulletin. J'ai pensé bien des fois à écrire en Tribune libre, mais le temps me manquait; peut-être y avait-il aussi un peu de manque de confiance en moi-même, car je n'ai pas l'habitude d'écrire, comme vous allez le voir.

Je me suis consolé souvent en lisant la Tribune libre, en voyant que d'autres plus capables que moi ont écrit à peu près les mêmes réflexions que j'aurais pu faire. On a tant traité les habitants d'ignorants que c'est épuisant. Ça encourage avec un peu d'orthographe de me décider à écrire. Mais franchement la misère me décide à parler.

Parlons encore de la crise; il y a longtemps que plusieurs personnes travaillent pour améliorer la situation; peut-être n'ont-ils pas été à la racine du mal, car la guérison ne vient pas vite. Quand un médecin se présente dans un foyer pour soigner un malade, il commence par s'appliquer à bien connaître la maladie et ses causes avant d'appliquer des remèdes; mais les causes de la crise sont assez nombreuses que c'est purement à décrire de trouver les plus graves. Pour moi, la plus grave de toutes, le Saint-Père l'a dénoncée: ambition mal placée, manque de charité, injustice. Je me permettrai d'ajouter à cela le mensonge. Car si tout le monde avait dit la vérité, je crois qu'il n'y aurait pas de crise. On nous prêche: les habitants sont des routiniers, quelques-uns se permettent de dire: ce sont des lâches. Nous sommes peut-être un peu lâches, quand il s'agit de défendre nos droits ou de soutenir ceux qui nous défendent, mais le manque de temps et d'argent et l'expérience à exprimer nos idées peuvent nous condamner à passer pour des lâches et des ignorants.

Pour ma part, tant que nos hommes de talent persisteront à méconnaître nos droits, nos besoins, notre liberté et nos réclamations, il y aura du malaise et beaucoup dans la classe des travailleurs.

Parlons, un peu de routine. Il s'en est glissé bien des routines dans notre ère de prospérité; routine des cultivateurs, routine du mensonge; il se rencontre trop souvent des gens instruits qui se placent plutôt à nous huer qu'à nous instruire avec des bons sens; routine pour plusieurs de refuser de lire des journaux indépendants, pour ne lire que des journaux de partis; routine encore: on aime mieux travailler pour charroyer quelques voyages de gravelle que de travailler pour avoir un bon crédit agricole.

Il se rencontre des bonnes gens qui sont bien en peine ou le gouvernement pourra trouver de l'argent; ils ont bien peur que le gouvernement perde quelques piastres et pourtant ils en auraient besoin du crédit agricole. Dans mon cas, c'est le manque de crédit qui m'a rendu dans une position très mauvaise. Il y a au moins vingt-cinq ans qu'il aurait dû exister un bon crédit agricole, et s'il y avait eu un bon crédit agricole, je connais plusieurs chômeurs qui seraient probablement encore sur des terres.

M. Godbout dit avoir examiné plusieurs systèmes de crédit agricole; a-t-il examiné celui de la France? Un crédit agricole est la chose la plus urgente pour relever l'agriculture. Ce n'est pas avec des bureaux, des gémissements, des agnelles, des bélières, des verrat, primés et distribués au char, qu'on relèvera l'agriculture, pas plus qu'en faisant semer des patates. Des bons animaux, c'est bon; mais pour avoir des bêtes de race, il faut d'abord avoir du "bel argent", et où en prendre quand il nous faut vendre les animaux que nous avons pour payer nos dettes?

Nos Casses populaires sont trop jeunes pour pouvoir prêter à longs termes, et pour fournir tout l'argent qu'il faudrait. De plus, de

(Suite à la deuxième)

Décès de Mme Alphonse Jutras

Nous apprenons avec regret la mort de Mme Alphonse Jutras, de la Visitation, décédée à l'âge de 43 ans, le 29 février après seulement quelques jours de maladie.

Mme Jutras, née Rebecca René, laisse pour pleurer sa perte, son époux de 3 enfants, Anatole, 17 ans, Françoise, 9 ans, et Paula, 5 ans.

Nos lecteurs auront une intention pieuse et une prière pour le repos de l'âme de la défunte et le Bulletin des agriculteurs offre à M. Alphonse Jutras et à sa famille, ses plus sincères sympathies dans le grand deuil qui les frappe.

CER

TRIBUNE LIBRE

(Suite de la première page)

l'argent à huit pour cent, c'est trop cher pour qu'un cultivateur puisse arriver.

Mauvaise routine encore, d'être trop porté à croire les gens de son parti et ne pas croire rien d'autre chose. C'est le soleil qui éclaire l'univers, mais si quelqu'un ne s'arrête qu'à regarder le soleil, je crois qu'il s'expose à perdre la vue.

Mauvaise routine de trop soutenir les partis forts. La crise, au Canada, est due, je crois, au fait que notre argent sert souvent contre nos intérêts à nous, les Canadiens. Le manque d'argent provient que beaucoup de prêteurs ont préféré prêter sur débiteurs aux banques et louer à la Bourse, acheter des machines que de prêter aux cultivateurs. Ces argentiers placés un peu partout, ne servent pas à améliorer le sort du cultivateur.

Amis, qui me lirez, connaissez-vous quelqu'un ou quelque industrie qui puisse marcher sans avoir un crédit raisonnable?

Il faut emprunter pour bâtir une église. Il faut emprunter pour faire des beaux chemins, bâtir des musées, et des fermes expérimentales. Le cultivateur, lui, ne peut plus emprunter et sa ferme s'en va à la ruine. La crise est due aussi à ce que les produits du cultivateur ont trop baissé en comparaison de ce qu'il paie pour toutes les choses qu'il achète.

Amis lecteurs, pardon si j'ai offensé quelqu'un, si quelques-uns veulent faire mieux que moi, je ne serai pas jaloux. Le nom du gouvernement est bon, pourquoi n'en profiterait-il pas l'argent des banques et le prêter aux cultivateurs à un taux semblable, comme il a prêté aux municipalités pour faire des bons chemins?

Encore une mauvaise routine: les habitants n'ont pas le talent de faire ou de faire faire des lois pour protéger leurs intérêts.

La Commission des ligniers, je crois, ne rapporte pas de gros bénéfices aux cultivateurs, si le salaire des employés des gouvernements et de bien d'autres employés avait baissé comme les produits des cultivateurs, nous serions en meilleure position.

Je suis d'opinion que tous les habitants, quand ils ont un homme à gage, que ce soit un bûcheron de bois, ou un arroseur de patates, un député ou un ministre, qui ne fait pas leur affaire, seraient mieux, en hommes intelligents, de travailler pour changer d'homme que de travailler à faire changer cette homme, que ce soit un rouge ou un bleu.

Nos bons députés et ministres, lisent-ils le Bulletin? Je ne le crois pas. S'ils lisaient toutes les lettres de la Tribune Libre, ils auraient dû s'apercevoir, avant aujourd'hui, du besoin des cultivateurs.

M. le directeur et lecteurs, vous me pardonnerez ma longue lettre et mes suggestions un peu décousues: je demande au rédacteur, s'il veut bien corriger les fautes d'orthographe et je l'en remercie d'avance.

Faveur demandée

Métahetchouan, 19 janvier 1932
M. Donat C. Noisieux,
3 rue Notre-Dame Est,
Montréal.

Monsieur,
Ci-joint une piastre en paiement de mon abonnement à votre excellent journal.

Veuillez, s'il vous plaît, m'accorder un espace dans vos colonnes de la Tribune Libre pour demander une faveur au premier ministre.

Vous voudrez bien, avant de commencer, me pardonner ma faible capacité de traîner une plume.

EPARGNEZ

5%

En achetant chez DUPUIS

Nous accordons un escompte privilégié de 5% aux membres de toutes les Associations Agricoles de la province pour toute commande de \$25.00 et plus prise dans notre catalogue.

Nous voulons ainsi aider de façon pratique les cultivateurs à traverser la crise actuelle.

Deux ou plusieurs membres peuvent joindre leurs commandes en une seule afin de profiter de cet avantage.

Aucun escompte pour les commandes de moins de \$25.00 et les commandes à termes.

COMMANDEZ CHEZ DUPUIS C'EST MOINS CHER

Comptoir Postal

Dupuis Frères

Montréal.

pour donner mon idée ou demander ce dont j'ai besoin, car je suis cultivateur.

Maintenant, j'attends un emploi, pour travailler à gagner le besoin de ma famille, des argentiers subventionnés dits du chômage.

J'avais espoir jusqu'à présent que le gouvernement établirait un système de prêt agricole, pour améliorer la situation, et celle des autres, qui m'a été créée par un désastre incendie, qui a détruit mon étable et tous mes instruments aratoires au cours du mois de juillet dernier.

J'ai essayé par tous les moyens honnêtes à me trouver de l'argent pour me réinstaller; mais tout le monde, du moins les cultivateurs, est dans le même embarras d'une manière ou d'une autre.

J'ai perdu presque espoir d'un prêt agricole, d'après les paroles de M. Godbout, aux représentants des Caisses Desjardins, disant que pour un prêt agricole l'affaire n'était pas mûre.

Mais voici que je prolonge, et je n'ai pas encore fait semblant de faire ma demande; il me semble à moi, que nous, cultivateurs, nous ne donnons pas toutes les qualifications à notre demande, lorsque nous demandons un prêt agricole. Ajoutons donc "à effet rétroactif", comme sont faits les bills Mercier et Dillon.

Honorable premier ministre, je me suis levé ce matin inspiré par le ne suis qu'un, mais mon inspiration me pousse à vous demander ce qui suit:

Il me faudrait pour me réinstaller un montant de quatre à cinq mille piastres et j'ai décidé de faire l'emprunt de ce montant dans une succursale de banque. Naturellement qu'il va s'ensuivre une accusation contre moi. Est-ce que vous m'accorderiez la permission de présider le tribunal lors de mon procès? Je vous promets que je ne blanchirai et ce blanchissage ne sera pas plus honteux que celui des soixante accusés voleurs d'élections du 24 août 1931.

El mon action ne serait pas pire que celle d'un député qui, en Chambre, le mois de décembre dernier (ADOPTÉ), et qui, le 21 août, était dans son bureau et distribuait des "pitons" de \$25, \$50, \$75 et même \$100, et criait aux bénéficiaires: Donnez-moi une chance pour mon élection! (Et ce je puis l'accompagner d'un affidavit, car un de mes beaux-frères est receveur d'un de ces pitons de \$25).

Amis lecteurs, je vous demande excuse d'avoir été aussi long et je me souviens.

Votre tout dévoué,
François GIRARD

Note de la rédaction — La publication de cette lettre a été retardée parce que nous avons dans le temps demandé des explications sur la nature de ces "pitons". Et voici l'explication que nous donnait notre correspondant:

Métahetchouan
A. M. Donat C. Noisieux,
Montréal.

Monsieur,

Vous me demandez des explications sur le mot "piton". Ce sont des bons, donnés par la candidature libérale, et qui sont échangeables soit pour de l'argent ou payant un escompte de dix, quinze et même vingt pour cent, suivant le bon plaisir ou le bon sens de celui à qui l'on s'adressait pour changer ou encore ces bons ou "pitons" on pouvait s'en servir pour acheter du nécessaire pour la moisson chez les marchands libéraux, mais souvent les colons n'avaient pas des gros paquets.

Je crois que ces explications vous donneront satisfaction.

Votre tout dévoué,
François GIRARD

Ne serait-ce pas mieux?

M. Donat C. Noisieux, Montréal,
15 février 1932

M. le rédacteur,
C'est avec plaisir que je lis chaque semaine, la Tribune Libre du Bulletin des agriculteurs, et je crois de mon devoir de cultivateur de recevoir ce journal et de donner mon opinion comme plusieurs le font.

Je suis jeune cultivateur qui fais à peine commencer, mais je m'aperçois que le gouvernement fait pour les fils de cultivateurs qui ont toujours aidé à leur père et à la province en travaillant sur des terres, comme moi et comme bien d'autres l'ont fait, et quelle aide avons-nous eue du gouvernement? Rien du tout.

Et de nous aider par un crédit agricole, comme bien des cultivateurs le demandent, il n'y a pas de danger. Les ministres Godbout et Taschereau sont trop injustes pour aider une classe qui demande du secours. Ils aiment mieux aider des gens qui ont fait la vie large et ont dépensé leur argent qu'ils avaient gagné dans les Etats. Le gouvernement Taschereau a donné \$300.00 à une vingtaine de gens de nos paroisses qui avaient passé des années aux Etats-Unis et qui sont venus s'établir sur des terres, dans le but de faire de la colonisation, disaient-ils. Oui, belle colonisation! Quelles terres ces gens ont-ils achetées? Des terres habitées et les gens qui restaient là étant obligés de quitter ces terres sont allés en ville pour faire comme les autres chômeurs. Ces prétendus colons des villes américaines, que vont-ils faire? Pas besoin d'en douter: ils nous le disent. "Si ça peut aller mieux en ville, vous allez voir qu'on va se pousser!" Voilà de l'argent bien placé, MM. les ministres.

Ne serait-il pas mieux et surtout plus juste d'aider nos cultivateurs qui ont toujours travaillé et payé des taxes dans notre province?

Merci, M. le rédacteur, de votre hospitalité.

Lionel DION

Faisons l'aumône

selon nos moyens

Saint-Denis, Kamouraska, février 1932.

Au début de la Sainte-Quarantaine, je me permets de mettre sous les yeux des lecteurs du Bulletin

des Agriculteurs, quelques mots de nature à rappeler ce grand devoir, à tout catholique de faire l'aumône en rapport avec ses moyens. Car le Saint-Esprit nous enseigne que celui qui fait l'aumône prête à Dieu, qui lui rendra au centuple. L'apôtre saint Paul exhortant les Corinthiens à soulager leurs frères dans la nécessité, leur disait: "Celui qui donne la semence au cultivateur vous donnera aussi le pain dont vous avez besoin pour vivre, et il multipliera la semence de vos charités et fera croître de plus en plus les fruits de votre justice. Personne n'est devenue pauvre pour avoir fait la charité, vous n'en connaissez aucune, il n'y en a point; au contraire, voyez les bons gens charitables, Dieu les a visiblement bénies, il a accompli la promesse qu'il a faite Lui-même: "Donnez et l'on vous donnera largement".

Le saint homme Tobie, voyant sa fin approcher faisait à son fils ces admirables recommandations: "Si vous avez beaucoup, donnez beaucoup, et peu si vous avez peu, mais donnez de bon cœur."

L'aumône délivre de la mort, elle efface les péchés, elle fait mourir grâce devant Dieu, c'est pour ces raisons que saint Jérôme n'hésitait pas à dire: "Je ne me souviens pas d'avoir vu faire une mauvaise mort à l'homme qui a exercé pour lui-même la charité." Tôt ou tard Dieu récompense notre miséricorde envers les autres.

Jean-Baptiste BOUCHER

Pas sorcier, mais on voit ce qui se passe

Richelieu, Clé Rouville,
20 fév. 1932
Le Bulletin des Agriculteurs, Montréal.

M. le rédacteur,

Je sollicite du nouveau votre hospitalité dans la Tribune Libre de votre estimé journal pour y venir m'expliquer sur la prédiction que je fis dans ma lettre du 15 janvier dernier, lorsque je disais à mes amis, les cultivateurs, qu'ils n'auraient pas de crédit agricole; je m'empresse d'apporter ces explications avant que l'opinion publique n'ait qualifié de sorcier.

Sorcier! Mais je ne le suis pas du tout, moi pauvre petit cultivateur, n'ayant pas encore atteint la trentaine. Sorcier! mais je m'étais toujours figuré que les sorciers, c'étaient de grands personnages à la barbe grisonnante et à la physionomie plutôt repoussante, mais je suis peut-être un arriéré. Ou bien, vu mon jeune âge, c'est sans doute un reste de vieilles idées provenant de quelques contes de ma grand-mère. Mais ce n'est plus cela maintenant. Nos sorciers d'aujourd'hui, eux, se font couper la barbe et se composent une physionomie des plus séduisantes.

Non, je vais plutôt vous dire les raisons qui pour moi étaient devenues des convictions et qui sont maintenant réalisées. Bien que cultivateur, et faisant partie suivant l'expression, de nos soi-disant grands hommes, d'une classe à part, on ne peut toujours pas nous ôter les notions du beau et du bien comme celle du laid et du mal, et j'ai cette manie, je dirais presque malicieuse, de chercher le pourquoi des choses jusqu'à ce que j'aie trouvé une solution qui puisse s'accorder avec l'une ou l'autre de ces notions.

Par conséquent, ayant lu un grand nombre de discours, puis commençant à un peu la manie de nos grands hommes, de toujours faire dire par quelqu'un qui paraît appeler quelquefois la parole, le résultat de leurs recherches, je m'étais arrêté sur le discours prononcé par l'honorable P.-A. du Tremblay qui disait en résumé "que si les cultivateurs étaient rendus au point que 50 pour cent (ce n'est le chiffre admis par tous), de ceux-ci sont aux portes de la banqueroute, c'est, disait-il, parce qu'ils mènent une vie trop large pour leurs moyens et qu'ils devraient diminuer leur train de vie" (se serrer le ventre encore, aurait-il pu dire), parce que voyez-vous, pour ces Messieurs, les cultivateurs, étant une espèce, ni homme ni bête, sont tout au plus, par leur travail, nécessaires pour enrichir les gros bonnets; vous voyez par là, que les cultivateurs ne doivent pas mener une vie large, car vous connaissez sans doute l'apôtre qui a dit: "Le royaume de Dieu ne se gagne pas par la nourriture, mais par la sainteté", et c'est de la sainteté que j'ai voulu parler. Le paradis "terrestre", il ne veut pas voir les martyrs, et cependant, il y en a.

Je n'insisterai pas aujourd'hui

contre-disent sans gêner le moins.

Ainsi, par exemple, que de gens qui pour avoir passé à la course à travers le pays abrité, par un temps de pluie, en ont déduit et prêchent que l'existence dans une région nouvelle est un martyre; que les défricheurs endurent des souffrances inouïes. Et cela pour n'arriver après des années d'efforts surhumains, qu'à tout abandonner, à quitter sans regret une terre ingrate, à moitié défrichée, vidant de pauvres meubles une cabane inhabitable; regretant de s'être laissé prendre à l'illusion irréalisable de la possibilité de s'établir dans un pays nouveau, sur une terre en forêt à mettre en valeur pour son compte.

Ce qu'on en rencontre de ces gens qui connaissent tout sans avoir étudié, qui peuvent porter des jugements sur des situations qu'ils ont à peine entrevues. Fort de leur ignorance, ils y vont avec d'autant plus d'assurance.

Pour plusieurs de ces savants l'Abitibi québécois et ontarien c'est un pays de misère. Il est criminel d'envoyer là des familles. Mieux vaudrait, disent-ils, les établir de force sur des terres toutes défrichées — même si elles n'ont pas d'argent et qu'elles soient forcées plus tard à abandonner ces terres, parce qu'incapables de les payer, pour venir par la suite grossir le nombre des sans-travail, en ville.

L'expérience prouve qu'une famille vaillante mais peu riche, arrivera plus facilement à s'établir sur une terre qui ne coûte rien plus tôt que sur une terre d'indigence, sans être de meilleure qualité; mais que vaut l'expérience pour ces philosophes?

Heureusement pour M. Arthur Dubé, de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, qu'il n'a aucune foi en ces prophètes nouveau genre.

Bon travailleur au sens pratique développé, il arrivait en juillet dernier à Villemontel, en Abitibi, où il acquit le lot 62 du rang 4 de Launay. Il n'était pas fortuné, avant juste de quoi manger pendant qu'avait son pas le défrichait son lot. Le feu ayant rasé la forêt, la terre peut se labourer dès qu'on l'a débarrassée des fourrés de corps d'arbres renversés en tous sens.

Arrivé en juillet, M. Dubé n'en a pas moins labouré 30 acres sur son lot. Et c'est la partie la plus difficile qui est maintenant prête pour la culture. Il compte labourer les 70 acres qui restent de cette année.

Et ainsi, en deux ans, M. Dubé aura une ferme de 100 acres prête à la culture.

Est-il possible de s'établir à meilleur compte que cela?

Et dans le pays choisi par M. Dubé, 50 familles pourraient encore facilement s'établir sur des terres que le gouvernement met à la disposition du public.

A celles des familles qui désiraient aller visiter cette région, le Service de Colonisation, Chemin de fer National du Canada, Montréal, émet des certificats qui facilitent leur voyage.

J.-E. LAFORCE

Il y a aussi les martyrs de la colonisation

M. Donat C. Noisieux,
Bulletin des Agriculteurs, Montréal.

Cher Monsieur,
Un article de M. J.-E. Laforce, intitulé "Habituables et Inhabitables", fait actuellement le tour de la presse; de ceci je n'ai rien à dire, son auteur est dans son droit et... il remplit un devoir de sa charge.

Là où il a tort, c'est de ne pas admettre que les autres peuvent avoir raison, lui seul peut pontifier sur l'autel de la colonisation, et à côté du saint qui a réussi à gagner le Paradis "terrestre", il ne veut pas voir les martyrs, et cependant, il y en a.

Je n'insisterai pas aujourd'hui

sur ce sujet, je serais heureux de connaître M. Laforce, autrement que par ses écrits, car je me permettrais de lui donner un conseil d'ami; s'il veut parler de l'ignorance de certains, je pourrais lui demander si ses trop vastes connaissances ne font pas déborder le vase.

J'ignore son but, tout en connaissant ses vues, il sait comme nous savons tous que les colons n'ont rien à espérer du gouvernement cette année, c'est écrit en blanc et en noir dans tous les journaux, une année bissextile est moins chanceuse qu'une année d'élections, il n'oserait pas le nier, j'espère.

Tout ce que je lui demande, c'est de rester poli, s'il ne peut convaincre tout le monde, il lui restera l'avantage d'être respecté comme propagandiste, même s'il n'agit pas par philanthropie.

A bon entendeur salut.

Merci, M. le Rédacteur,
UN IGNORANT

Pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas ses employés?

Baie des Sables, 3 mars 1932
Le Bulletin des agriculteurs, Montréal.

M. le rédacteur,

Je demande un petit espace dans votre journal pour laisser à savoir aux lecteurs du Bulletin que le gouvernement Taschereau travaille pour se faire des fonds. La preuve c'est que: les pauvres cultivateurs qui ont gagné quelques piastres à la veille des élections sont obligés, pour retirer ce petit montant, de payer un intérêt au taux de sept pour cent (7%), d'ici au mois de juillet et si M. Taschereau ne rembourse pas la banque à temps, je me demande qui paiera l'intérêt?

Je vous dis pour ma part, que c'est encourageant de travailler pour un pareil gouvernement qui ne paie pas mieux qu'un petit jobbeur qui arrive en-dessous. Je suis porté à croire que ce gouvernement est défoncé et qu'au lieu de nous organiser un crédit agricole, il aimera mieux que les cultivateurs lui organisent un crédit foncier. D'un lecteur du Bulletin.

A. B.

Pas trop de ces histoires-là!

Saint-Paul, 17 fév. 1932

M. le Rédacteur,

En lisant votre journal, la semaine dernière, j'ai vu la recette infallible d'un cultivateur. Pour moi, cet homme n'est pas un cultivateur, c'est un échappé et ils vont bien le ramener pour lui faire achever son traitement. Je lui souhaite du mieux des deux mains, parce que d'une seule main ça prendrait trop de temps.

Tous les paiements qu'il dit avoir faits en un an s'élèvent à \$1183.00 à part de l'entretien de la maison et des instruments aratoires, et il vit en plus.

Il en faut du beurre à 20 cents la livre, moins 5 cents de fabrication, il reste 15 cents. Donc 1,000 livres de beurre pour \$150.00.

Ajoutons 1000 livres de lard à .07 cents, ce fait encore seulement \$70.00, soit \$220.00; il en manque encore pour \$1,183.00.

C'est à peu près comme son histoire de se lever à 3 heures, soigner tous ses animaux et ensuite fendre ses cinq cordes de bois avant de déjeuner. Ce doit être le déjeuner du lendemain.

Il dit qu'il a 56 ans; ça se peut bien, j'en ai vu des plus jeunes que cela faire des histoires semblables. Moi, j'ai 53 ans, j'ai été aussi homme que n'importe qui, mais je n'ai jamais fait tant d'ouvrage que cela.

Je vous en prie, n'en mettez pas trop souvent sur votre journal, de ces histoires, ça peut bien vous faire perdre des abonnés, car ce n'est pas intéressant du tout.

A. P.

Un mélange de tendres feuilles fraîches

LE THÉ VERT "SALADA"

'Tout frais des plantations'

Session d'Ottawa

(Suite de la page 3)

mis d'un poste récepteur de la radio.

LE VOTE

La discussion de vendredi s'est continuée samedi. La réduction de salaire a été votée par une suffisante majorité, 55 voix: le vote ayant été de 83 voix contre 28. Les députés ouvriers, MM. Woodsworth, de Winnipeg, Reid, de Toronto, Maginnis, de Vancouver, ont voté avec l'opposition contre la mesure. Tous les progressistes, un indépendant, M. Neil et deux députés libéraux, M. C. Ayley, député de Nord-Oxford, et M. Mitchell Hepburn, chef du parti libéral ontarien, ont voté avec le gouvernement.

Au début de la séance, le gouvernement a répondu à plusieurs interpellations de la gauche.

Le député libéral de Témiscamingue-Nord, M. J.-A. Bradette, a demandé au gouvernement s'il avait entendu parler d'un projet d'émigration de 20,000 Canadiens dans la république sud-américaine de Colombie.

D'après une nouvelle qui a paru dans les journaux, ce groupe de 20,000 Canadiens aurait obtenu une concession de 1,000,000 d'acres de terre du gouvernement colombien.

Le premier ministre a dit qu'il avait entendu parler de cette affaire. Il a demandé au ministre du Travail, M. Gordon, d'obtenir des précisions à ce sujet.

M. Gordon n'était pas en Chambre au début de la séance.

M. Oscar Boulanger, Bellechasse, a réussi à faire inscrire à l'ordre du jour sa motion relative à la création d'une monnaie bilingue au Canada pour bien marquer que ce sont deux grandes races qui ont fondé notre pays.

Les deux résolutions avaient été

placées à l'ordre du jour au commencement de la session, mais elles furent biffées grâce à une chinoiserie dans la procédure parlementaire que le gouvernement invoqua à la dernière minute.

Une autre motion, qui avait aussi été biffée, celle de M. J. F. Howden, libéral de Saint-John, annonçant de nouveau un feuilleton. M. Howden veut que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour faire faire périodiquement l'examen médical de tous les citoyens du Canada, et pour procurer des soins médicaux à ceux qui souffrent et sont dépourvus d'argent pour se faire traiter.

Toiture métallique

Toiture Economie galvanisée, toiture ondule, toile une galvanisée, "Lud Hed" pour toiture, Canada plates, bardes métalliques, lumières métalliques en imitation de métal, coin d'angle, ventilateurs, puits de lumière, réservoirs, etc. Envoyez pour prix mensuels de notre couverture pour estimés. Nos prix ont été réduits. EASTER STEEL PRODUCTS LTD. 1335 Ave. Desjardins, Montréal, Qué.

SÉPARATEURS:--

Nous avons en mains les marques suivantes: DOMO, REGO, EMPIRE, BALTIC, DROTT et autres. Si vous avez besoin d'échanger votre séparateur ou de pièces, ou le faire réparer, nous sommes à vos ordres, et pouvons vous faire bénéficier de notre expérience d'un quart de siècle dans cette ligne. Pour plus amples renseignements, écrivez à

SÉPARATEURS "DOMO",
St-Hyacinthe, P.Q.

Souffrez-vous

de RHUMATISME, BRONCHITE, ASTHME, DÉBILITÉ GÉNÉRALE, DYSPÉPSIE, perte d'appétit, Constipation ou tout autre malaise découlant d'une mauvaise digestion?

Nos remèdes végétariens sont en usage depuis de nombreuses années et sont infailibles pour tous ces maux. Ils ont déjà guéri une multitude de cas comme le vôtre. Ecrivez et expliquez-nous votre cas.

ANDRÉ NORMAND,
Tél. Harbour 0338

1272 St-Timothée
MONTREAL

FERME DEMANDEE

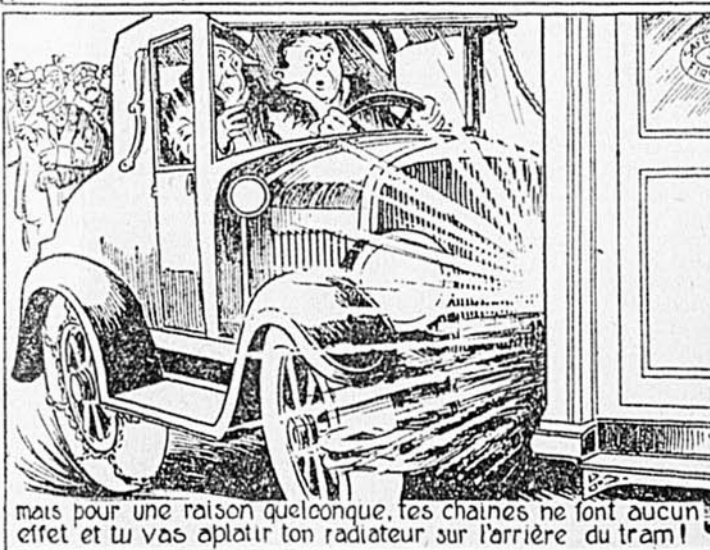
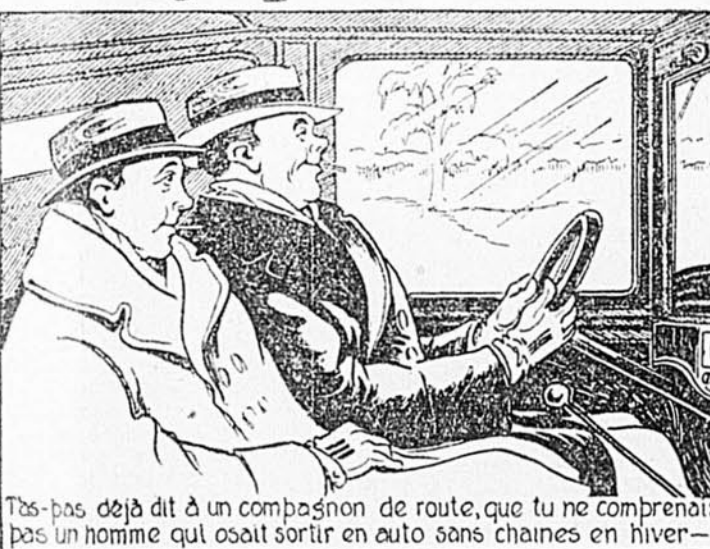
Un cultivateur pouvant disposer de la main-d'œuvre d'une famille de 10 enfants, dont trois grands garçons de 24, 22 et 17 ans, demande une terre avec roulement et animaux, à louer ou à ferme dans le comté d'Iberville ou les comtés voisins.

Ecrire immédiatement à

CASIER 3, "LE BULLETIN DES AGRICULTEURS"

3, Notre-Dame Est, Montréal.

T'a' pas ?



mais pour une raison quelconque, tes chaînes ne font aucun effet et tu vas aplâtr ton radiateur sur l'arrière du tram!

par RACEY



mais pour une raison quelconque, tes chaînes ne font aucun effet et tu vas aplâtr ton radiateur sur l'arrière du tram!

dites simplement—

"Bière Black Horse Dawes s.v.p."!

A Ottawa

La réduction des salaires des fonctionnaires

Un vote est pris sur cette question qui est adoptée par 83 à 28

Une vingtaine de discours ont été prononcés à la Chambre des Communes en fin de la semaine dernière en marge du bill relatif à la réduction des salaires des fonctionnaires.

La Chambre a passé toute la journée de jeudi à discuter sur la réduction des salaires des fonctionnaires. Le bill, qui a été adopté par 83 à 28, prévoit une réduction de dix pour cent des salaires de certains fonctionnaires et de certaines compensations ou indemnités que le gouvernement du Canada doit payer durant l'année fiscale 1932-33.

Qu'il est expédient de présenter un bill pour autoriser les réductions de dix pour cent des salaires de certains fonctionnaires ou autres compensations ou indemnités que le gouvernement du Canada doit payer durant l'année fiscale 1932-33.

Vingt discours ont été prononcés à la Chambre des Communes en fin de la semaine dernière en marge du bill relatif à la réduction des salaires des fonctionnaires. Le bill, qui a été adopté par 83 à 28, prévoit une réduction de dix pour cent des salaires de certains fonctionnaires et de certaines compensations ou indemnités que le gouvernement du Canada doit payer durant l'année fiscale 1932-33.

député conservateur de Compton; Mlle Agnès MacPhail, députée progressiste; M. Shaver, député conservateur de Toronto; M. Lucien Dubois, député libéral de Nicolet; M. A. Fournier, député libéral de Hull; M. Thos. Thompson, député conservateur de l'Alaska; M. Paul Mercier, député monténégrin de St-Henri; M. Humphrey Mitchell, député ouvrier de Hamilton; M. E. J. Garland, député progressiste de Bow-River, Alberta; M. J. E. Surroulé, député conservateur de Lambton; M. Martial Rheaume, député libéral de Saint-Jean et Iherville; M. Peter McGibbon, député conservateur de Muskoka; le colonel Mullins, député conservateur de Marquette, Manitoba; M. Neil, député indépendant de Comox-Alberni, en Colombie-Britannique; M. Coote, député progressiste d'Alberta.

LES PERMIS DE RADIO

Au début de la séance le ministre de la marine, M. Alfred Durand, a annoncé que le gouvernement vient, par arrêté ministériel, de porter de \$1 à \$2 le prix du permis de radio.

(Suite à la page 2)

Notre plus grand malheur...

(Suite de la première page)

mon sens, lorsqu'il proclama que notre jeunesse était notre plus belle ressource naturelle. Est-il en effet un pays qui peut s'enorgueillir d'une jeunesse plus saine au moral et au physique que notre jeunesse agricole; et qu'a-t-on fait pour la garder chez nous? Notre enseignement a toujours tendu à éloigner les jeunes de l'agriculture. Nous avons dépensé beaucoup plus pour les écoles techniques et commerciales que pour les écoles d'agriculture, bref on a laissé le problème de l'établissement de leurs enfants. Même on ne s'est pas donné leur nœud en leur montrant le pillage des commerçants de bois presque toutes les terres colonisables.

Jusqu'ici le surplus des campagnes s'est déversé dans nos villes canadiennes et américaines. Un dévoué à toutes les œuvres nationales n'apprendrait ces jours derniers que le diocèse de Nicolet, qui comptait lors de sa formation en 1885, 115,000 âmes, était descendu après 45 ans à seulement 85,000. Si on tient compte que grâce à sa fécondité notre population se double en nombre à tous les vingt ans, cela nous amène à une perte dont le nœud pas vous faire le calcul, c'est trop triste.

Nous traversons aujourd'hui une crise économique dont nous n'entrevoions pas encore le commencement de la fin. Je ne voudrais pas être pessimiste, mais nous ignorons quelles en seront les conséquences, qui pourraient être très graves. Peu m'importe que les pays soient obligés de contracter des dettes; de 1914 à 1918 les pays n'ont pas regardé de s'endetter pour que les peuples puissent plus facilement s'entre-tuer; ou ne doit pas hésiter à en faire autant pour que les individus puissent vivre. Qu'il y ait un trop grand nombre de chômeurs dans les villes, les gouvernements verront à les nourrir, en y faisant contribuer ceux qui ont l'avantage de travailler, cela causera des torts au commerce, principalement aux propriétaires de laveries, aux marchands de radios, d'automobiles et de toutes sortes de bibelots inutiles, ainsi qu'aux propriétaires de lieux d'amusement, mais en privant les chômeurs de beaucoup de choses, cela procure à un grand nombre l'avantage de s'apercevoir qu'ils ont beaucoup trop gaspillé dans les temps de prospérité. D'ailleurs on ne peut pas perdre beaucoup quand on n'a rien.

Il n'en est pas ainsi chez les cultivateurs. Tous sont propriétaires. Ils se sont efforcés de travailler et d'économiser pour assurer leur avenir et celui de leurs enfants. Ils se sont acquis une propriété et ils se sont efforcés d'en augmenter la valeur; ils y ont mis tout leur espoir et celui de l'avenir de leurs enfants. Il est bien triste de perdre sa propriété dans de telles conditions. Les gens des villes ne comprennent pas combien le cultivateur aime cette terre en laquelle il a mis toutes ses espérances, cette terre qu'il a remuée toute sa vie; enfin, cette terre sur laquelle il compte pour sa subsistance et celle de sa famille. Aujourd'hui, dans bien des cas, elle ne rencontre plus ses obligations, dans d'autres elle ne fait plus vivre la famille, et même parfois elle s'échappe vers les créanciers de la possession de celui qui espérait ne jamais s'en éloigner.

Plusieurs ont peut-être tentés de me demander pourquoi le cultivateur s'expose à des difficultés en contractant des dettes? Les gens des villes espèrent toujours pour assurer l'avenir de leurs fils une chance qui peut surgir d'un moment à l'autre; les cultivateurs, eux, ont à économiser une couple de milliers de piastres pour pouvoir établir un fils ou au moins quelques centaines de piastres pour pouvoir, s'il se transporte dans une région de colonisation, d'où nécessité de contracter des dettes. Le cultivateur, comme l'homme d'affaires, doit, pour réaliser plus de profit, acquiescer des propriétés en s'endettant d'un montant égal à son propre capital disponible. A venir jusqu'à ces dernières années, il y avait autant d'offres que de demandes d'argent dans les campagnes, mais depuis que les banques, les courtiers et les assurances ont drainé cet argent vers les villes, les choses ont changé, c'est pourquoi dans la plupart des pays on a vu s'organiser un système efficace de crédit agricole, ce qui se fait encore attendre chez nous. L'agriculture comme le commerce est impossible sans finance.

Messieurs, la crise actuelle se serait fait sentir depuis longtemps chez nous si les portes des Etats-Unis avaient été fermées à notre population, comme elles le sont aujourd'hui. Nos gens ont passé la frontière sans crier leur honte d'un pays sur lequel ils ne pouvaient plus compter pour vivre, ni leur dégoût des administrateurs qui sacrifiaient tout à leurs intérêts politiques.

Si l'exode rural a été une erreur nationale et s'il est une des grandes causes des difficultés actuelles des villes, les habitants de celles-ci ne sont-ils pas intéressés à ce que les cultivateurs obtiennent l'aide dont ils ont besoin, que l'on adopte une politique de colonisation qui réponde enfin aux besoins des milliers de jeunes agriculteurs qui veulent s'établir et qui ne manquent pas de venir prendre la place de d'autres en ville s'ils ne réussissent pas à demeurer à la campagne. Les cultivateurs trouvent ordinairement moyen de vivre lorsqu'ils doivent s'en venir

en ville. Sur trois cents familles soutenues par la Saint-Vincent de Paul dans la paroisse Saint-Pierre Apôtre, à Montréal, je me suis rendu compte que pas plus de cinquante sont mariées à la campagne et de ce nombre moins de la moitié ont d'abord voulu cultiver.

Vous est-il déjà arrivé, messieurs, d'assister à une cérémonie de confirmation dans une de nos églises de ville ou de campagne. Pour moi, en plusieurs circonstances, cela m'a porté à des réflexions intéressantes et à me demander: que vont devenir dans la vie tous ces bons enfants? Dans une paroisse de campagne de 200 familles, où l'on voit tous les trois ans 40 garçons campés fièrement dans la grande allée, robustes au moral et au physique, on est porté à des idées plutôt tristes si on se demande quels avantages le pays saura tirer d'aussi bons enfants et aussi quels avantages ceux-ci y trouveront. Dans les villes l'avenir de la masse des jeunes n'est pas beaucoup plus brillant. Pourtant notre pays et en particulier notre province offrent assez de ressources pour y faire vivre dix fois notre population si on s'occupe autant de notre avenir que des intérêts des partis politiques. Je soumetts que l'organisation d'un mouvement de colonisation intense et le relèvement de l'agriculture pour assurer l'avenir de notre jeunesse et arrêter l'exode rural, sont l'œuvre nationale la plus importante dans le moment, œuvre à laquelle ne doit pas manquer de s'intéresser notre société nationale, la Société Saint-Jean-Baptiste.

La canalisation

(Suite de la 6ème page)

lique de Québec concernant le développement hydro-électrique. Examinons ensemble, brièvement, chacun de ces arguments.

Le projet est-il vraiment trop onéreux?

Je répondrai, sans hésitation, qu'il ne l'est pas si l'on tient compte de ses avantages incommensurables qui en découlent.

L'Engineering Institute of Canada, après avoir revu les rapports de la Commission internationale d'ingénieurs, a préparé l'évaluation suivante pour un canal de 27 pds, et un aménagement hydro-électrique en deux étapes:

Division des Grands Lacs

Chenal entre les lacs	Navigabilité
Chenal de Saint-Sauveur	\$ 34,900,000
Ecluse de Saint-Sauveur	5,000,000
Travaux de compensation	3,700,000
Nouveau canal Welland	115,000,000
Total	\$160,000,000

Division fluviale

Section fluviale	Navigabilité
Section des Grands Lacs	\$ 1,532,000
Section des Grands Lacs	81,700,000
Section de Saint-François	1,320,000
Section de Saint-James	24,650,000
Section de Lachine	55,830,000
Total	\$175,065,000

Le reste de \$175,065,000 attribuable aux fins de la navigation; de ce total, il faut soustraire \$16,000,000 représentés par la construction du nouveau canal Beauharnois, aux frais de la Compagnie Electrique.

Il reste un solde de \$160,000,000 dont \$81,000,000 représentent le coût estimé des travaux sur la section internationale.

L'on est donc loin du \$900,000,000 cité précédemment.

De plus, on a lieu de croire que le Canada exigera compensation pour le montant de \$125,000,000 qu'il a dépensé pour la construction du canal Welland.

Dans ces conditions, il est possible que le premier ministre du Canada annonce, d'ici quelques jours, un coût infiniment moindre pour l'exécution totale du projet.

Le montant apparaissant dans la seconde colonne, soit \$545,000,000, indique le coût approximatif du développement hydro-électrique.

Ce dernier montant n'est pas imputable à la navigation et personne n'a émis l'opinion que la distribution de l'énergie, sous contrôle privé ou public, ne paiera pas les frais de mise en œuvre.

On a aussi prétendu que la canalisation ruinerait le port de Montréal. La prétention est foncièrement injustifiée. A diverses époques, des experts et techniciens avisés ont préconisé le projet comme étant conforme aux intérêts du port. Mentionnons le nom de quelques-uns des hommes publics et des groupes professionnels qui se sont prononcés à ce sujet: Les diverses Commissions du port de Montréal, y compris les Commissaires actuels, qui sont unanimes à reconnaître la nécessité du projet; la Board of Trade de Montréal; la Shipping Federation of Canada; M. Gilles, surintendant du transport maritime de la Anchor Donaldson Line, à Montréal; M. Leslie H. Thomson, ingénieur consultant qui a publié une étude remarquable concernant la canalisation; sir Alexander Gibb, une autorité en matière d'aménagement des ports, qui fut désigné par le gouvernement fédéral en 1931, pour enquêter sur la situation du port de Montréal, et autres.

Le témoignage des groupes cités plus haut est appuyé sur une étude approfondie de la question. J'ai donc d'excellentes raisons de croire que l'objection soulevée par la Législature de Québec est mal fondée.

Il n'est pas à craindre que les navires océaniques passent tout droit à Montréal, parce que, au point de vue commercial, ce serait une mauvaise affaire, car les océaniques ne pourraient faire sur les lacs un service aussi économique que les cargos.

La flotte actuelle des grands lacs est inapte à la navigation océanique.

Le navire océanique qui pourrait remonter les canaux ne pourrait pas concurrencer la flotte des grands lacs parce qu'un navire océanique d'égale capacité coûte

Exigez

UNIVERSAL BRAND

Le fameux gros sel de roche allemand pour toute occasion. Plus riche, plus pur, plus blanc, plus sec que tous les autres.

éclairer vos idées sur ce problème qui a soulevé tant de discussions parce qu'il est mal compris. Je vous invite, et ce sera ma conclusion, à ne pas vous laisser déprimer par la crise économique que nous traversons, mais à considérer l'avenir avec sérénité.

Le pays a passé à travers quatre dépressions depuis la Confédération, et toujours, il en est sorti mieux outillé.

Les progrès du Dominion, au lendemain de ces heures difficiles, dépasseront nos calculs.

Il appartient à notre génération de préparer la voie.

Faisons face aux problèmes qui exigent une solution immédiate.

Messieurs, tous les présidents de la Commission du port depuis John Young, ont manifesté une confiance soutenue dans les progrès du Saint-Laurent, et l'histoire leur a donné raison.

Moi aussi, j'ai une confiance inébranlable dans l'avenir de notre principale artère commerciale, et j'ai, comme eux, la conviction que l'avenir justifiera notre confiance.

Peut travailler comme un jeune homme

"J'ai actuellement soixante-neuf ans", écrit M. John Hambrook, de Perham, Minn. "Pendant trente-cinq ans j'ai été plus ou moins affligé de douleurs rhumatismales et de constipation. Cet état m'avait s'aggraver tellement que le cras m'empêchait de travailler. Un ami me conseilla l'emploi du Novoro et le lendemain de la prise de ce médicament, j'étais en mesure de travailler aussi dur qu'un jeune homme." Ces deux vieilles préparations ont fait preuve d'une aide efficace contre les affections de cette sorte et, à cause de cela, elles ont trouvé leur place dans des milliers de foyers.

On ne les vend pas chez les pharmaciens car elles sont fournies par des agents spéciaux désignés par le Dr Peter Fahrney & Sons Co., de Chicago, Ill.

Livré exempt de douane au Canada.

CREMERIES PAPINEAU
2117 rue Mont-Royal Est
FR. 0689 Montréal

OEufs -- OEufs -- OEufs

Cultivateurs, vous recevrez le plus haut prix du marché, si vous expédiez vos oeufs à

CREMERIES PAPINEAU
2117 rue Mont-Royal Est
FR. 0689 Montréal

INVENTIONS

Préparez au tout pour Demandez le Manuel traitant des Brevets, Marques de commerce, etc.

MARION & MARION
Fondée en 1907
1269, rue Université, Montréal.

TABLETTES TOUSSINE

POUR LES CHEVAUX



Contre: TOUX, GOURME, BRONCHITE et SOUFFLE

Excellentes aussi pour donner l'appétit, renforcer, purifier le sang et faire muer. Elles débarrassent aussi des vers. Envoyées franco par la poste sur réception du prix: 50c la bouteille. Agent pour le Canada.

DR JOS. COMTOIS

ST-BARTHELEMY, P.Q.

Machinerie et Fournitures Modernes au Service de l'Industrie Laitière

Il nous fait plaisir de vous rappeler que chez

B. TRUDEL & CIE

Vous trouverez un assortiment complet de machines et fournitures nécessaires à compléter toute installation moderne de Laiterie de la ferme, de la ville et du village, ainsi que pour boulangerie et fromagerie.

Nous avons aussi, à votre service, nos ingénieurs dessinateurs qui vous guideront dans toute nouvelle installation, ou changement que vous désireriez faire dans votre installation présente.

Demandez nos catalogues, nos prix et les conditions de paiements. Tous renseignements demandés seront fournis avec empressement.

B. TRUDEL & CIE

304, PLACE D'YOUVILLE

Case Postale 484 Montréal Tél. MARquette 8067

Vaches à vendre

A vendre immédiatement
fraîches vélées, 2 Jerseys et
Aysheires, \$45.00 chacune.
Alfred Renaud, R.R. No 1,
Dunham, Qué. 10-11-12

NOUVELLES DES PRIX

CE QUE VOUS ACHETEZ

PRIX DU GROS, PRIS A MONTREAL

FARINE A PAIN		DRECHE DE BRASSERIE		PETROLE	
Le char, le sac, en sacs		Le sac, 21 pour cent, \$20.00		Le gallon	
Première patente	\$2.55	SUCRE		Imperial Royalite	17 1/2
Deuxième patente	\$2.25	Granulé, sac de jute		Imperial Royalite	17 1/2
Fête à boulanger	\$2.10	Granulé, sac de coton		Parrils d'acier de 47 gal.	17 1/2
FARINE A ENGRAIS		MELASSE (BARBADES)		GAZOLINE	
Le char, le sac, en sacs		Le gallon		Le gallon	
Première patente	\$1.85	No 1, baril de 25 gals		Imperial Three Star	17 1/2
Deuxième patente	\$1.75	No 1, tonneau de 90 gals		Barils de 47 gallons	17 1/2
SOUS-PRODUITS DU BLE		SEL		Ethyl	.21
Le char, la tonne		Le sac		ENGRAIS CHIMIQUES	
Son	\$20.50	Sel fin, sacs de 200 lbs		SIMPLES	
Gru rouge	\$21.50	Gros sel, sacs de 200 lbs		Par chars, complets, F.O.B. Québec	\$13.00
Gru blanc Laurentia	\$25.50	Sel en pierre, sacs de 100 lbs		Superphosphate, 16 p. c.	assimilable
Widdings (extra)	\$28.25	LAKE SALE		Muriate de potasse 48%	
MOULEES		Le sac de 200 livres		sac de 125 lbs	\$43.00
Le char, la tonne		Gras de dos (30 à 40 more.)		Muriate de potasse 48%	
"Success"		Gras de dos (40 à 50 more.)		sac de 200 lbs	\$53.00
GRAN MOULU		Gras d'épau (25 à 35 more.)		Sulfate d'ammoniaque, 20 p.	
Le sac de 35 livres		SAINDOUX		c. d'azote, sac de 125 lbs	\$34.00
Sac d'Inde moulu	\$1.35	Tinette de 60 lbs		Nitrate de soude, 15 p. c.	
Sac d'Inde cassé	\$1.40	Sacs de 20 lbs		d'azote, sac de 100 lbs	\$52.00
TOURTEAUX DE LIN		Le char, la tonne			
Le char, la tonne		Première qualité			
	\$30.00				

NOUVELLES DES PRIX

CE QUE VOUS VENDEZ

Prix du gros, net, livré à Montréal -- Dernières corrections, mardi, 1 h.

BEURRE DE BEURRIER		MIEL BLANC		MOUTONS VIVANTS		
La livre		La livre		La livre		
Pasteurisé no 1		Récipients de 30 lbs		No 1	4.00	
Non pasteurisé no 1		Récipients de 5 lbs		No 2	3.00	
Pasteurisé no 2		Récipients de 2 1-2 lbs				
FROMAGES LOCAUX		MIEL AMBRE		MOUTONS ABATTUS		
Meule de 5 lbs paraffine .14 à .14 1/2		La livre		Les 100 livres		
Meule de 20 lbs		Récipients de 30 lbs		Choix		
FROMAGE COLORE		Récipients de 5 lbs		No 1		
No 1		Récipients de 2 1-2 lbs		No 2		
FROMAGE BLANC		MIEL BRUN		AGNEAUX		
La livre		La livre		Les 100 livres		
No 1		Récipients de 30 lbs		No 1		
No 2		Récipients de 5 lbs		No 2		
OEUFs		Récipients de 2 1-2 lbs		AGNEAUX ABATTUS		
La douzaine		La gallon		La livre		
Frais extras		No 1		Choix		
Frais premiers		No 2		No 1		
Poulettes				No 2		
POULES VIVANTES		SIROP D'ERABLE		PORCS VIVANTS		
La livre		La gallon		Les 100 livres		
Qualité A		No 1		Bouchers à bacon	\$5.00 à \$5.15	
Qualité B		No 2		Select	\$1.00 en plus par tête	
Qualité C				Lourds	4.50 à 4.75	
POULES ABATTUES		SUCRE D'ERABLE		Truies	3.00 à 3.50	
La livre		La livre		PORCS ABATTUS		
A, 3 à 7 lbs		No 1		Les 100 livres		
B, 3 à 7 lbs		No 2		No 1, 90 à 150	7.00	
C, 3 à 7 lbs				No 2, 160 à 225	6.50	
POULETS VIVANTS		BOUVILLONS VIVANTS		No 3, 250 et plus	6.00	
A, 4 lbs et plus		No 1		PEAUX VERTES		
B, 4 lbs et plus		No 2		La livre		
C, 4 lbs et plus		No 3		De bœuf, moins de 48 lbs	.04 1/2	
POULETS ABATTUS		TAURES VIVANTES		De bœuf, plus de 48 lbs	.03 1/2	
La livre		Les 100 livres		De taureau,	.02 1/2	
A, 3 à 7 lbs		No 1		De veau, chacune	.25 à .40	
B, 3 à 7 lbs		No 2		De veau engraisé	.05 à .06	
C, 3 à 7 lbs		No 3		D'agneau, la peau	.15 à .40	
DINDES ABATTUS		VACHES VIVANTES		De cheval, la peau	\$1.25 à \$1.50	
La livre		Les 100 livres		LAINE		
A, 6 à 15 lbs		No 1		La livre		
B, 6 à 15 lbs		No 2		Lavée, no 1	la lb., .12 à .14	
C, 6 à 15 lbs		No 3		Lavée, no 2	.10 à .12	
OIES VIVANTES		TAUREAUX VIVANTS		Non lavée no 1	.06 1/2 à .09	
La livre		Les 100 livres		Non lavée no 2	.04 1/2 à .07	
Bonnes, 9 lbs et plus		No 1		FOIN DE MIL		
Passibles		No 2		Au char, la tonne		
OIES ABATTUES		VEAUX DE LAIT VIVANTS		No 2 bon	.00	
La livre		Les 100 livres		No 3	.00	
Bonne, 10 lbs et plus		No 1		FOIN DE TREFLE		
Moyenne, 8 lbs et plus		No 2		La tonne		
CANARDS ABATTUS		VEAUX ABATTUS		No 1, très mêlé	.00	
La livre		La livre		No 2	.00	
A, 5 lbs et plus		Choix		PATATES		
B, 4 lbs et plus		No 1		No 1, Québec, 80 lbs		.40 à .50
CANARDS VIVANTS		No 2		FEVES		
La livre		Les 100 livres		Le minot		
Bon, 5 lbs et plus, jeunes		No 1		No 1	0.00	
Moyen, 4 lbs et plus		No 2		No 2	0.00	
LAPINS VIVANTS		VEAUX DE CHAMPS VIVANTS		POIS		
La livre		Les 100 livres		Le minot		
No 1, 4 lbs et plus		No 1		Importées	0.00	
		No 2			0.00	

La canalisation du Saint-Laurent

Elle s'impose, soutient M. J.-H. Rainville, président de la Commission du port de Montréal, dans une conférence devant la Chambre de commerce, parce que: le commerce canadien s'endigue au pied des grands lacs et menace de se déverser de plus en plus du côté américain, les taux d'assurance sur les navires du Saint-Laurent sont exorbitants, les canaux canadiens existants favorisent plus les Américains que les Canadiens, le port de Montréal et notre province en retireraient de grands avantages.

Parce que le commerce canadien s'endigue au pied des grands lacs et menace de se déverser de plus en plus du côté américain, parce que les taux d'assurance sur les navires pour la route du Saint-Laurent sont exorbitants et que les canaux canadiens existants favorisent plus les Américains que les Canadiens, parce que le port de Montréal, — le plus rapproché de tous les ports de l'Atlantique du grand port anglais, Liverpool, — la province de Québec et le Canada tout entier en retireraient de grands avantages, la canalisation du Saint-Laurent s'impose, a montré hier après-midi devant les membres de la Chambre de Commerce de Montréal, M. J. H. Rainville, président de la Commission du port.

Après avoir exposé la nécessité et les avantages de la canalisation, M. Rainville a répondu aux objections soulevées à l'Assemblée législative de Québec au cours de la dernière session. Il a réservé le point du développement hydro-électrique pour une autre conférence qu'il prononcera plus tard.

Présenté par M. L. J. Tarte, président de la Chambre de Commerce, le conférencier fut remercié par M. P. du Tremblay. Voici le texte presque au complet de cette importante conférence:

A l'heure présente, la route fluviale telle qu'aménagée n'est plus adaptée au caractère du transport.

Le problème créé par cette situation est grave parce que l'avenir commercial du Canada en dépend. Un projet d'aménagement, d'un envergure proportionnée aux exigences économiques de notre vaste pays, est à l'étude depuis plusieurs années.

Il est urgent d'en réaliser l'exécution immédiate car le commerce canadien s'endigue au pied des grands lacs et menace de se déverser de plus en plus du côté américain.

Je n'ai pas l'intention d'analyser l'aspect technique du projet. Je me contenterai de démontrer que l'aménagement du fleuve sur tout son parcours est absolument essentiel et conforme aux meilleurs intérêts du pays tout entier, de la province du port de Montréal.

Brièvement, j'exposerai quelques faits susceptibles de poser le problème sous son vrai jour, puis j'indiquerai de résumer les objections courantes formulées par ceux qui s'opposent à la réalisation du projet.

Le creusage du chenal

Permettez-moi d'attirer d'abord votre attention sur un facteur dont la portée considérable semble avoir été méconnue.

En effet, l'on n'a pas réalisé suffisamment, à mon avis, qu'il importe avant tout de moderniser cette section de la route comprise entre Québec et Montréal par où la circulation des marchandises s'oriente jusqu'à la mer.

La canalisation du Saint-Laurent à l'ouest de Montréal est subordonnée à la nécessité de compléter le creusage du chenal à 35 pieds à l'est de la métropole, afin de satisfaire aux exigences de la navigation. Le chenal à 30 pieds ne suffit plus.

Il ne permet pas aux navires dépassant 20,000 tonnes de remonter le fleuve jusqu'à Montréal. L'on sait, cependant, que par raison d'économie, les armateurs utilisent maintenant des navires d'un plus fort tonnage auxquels la voie du Saint-Laurent est fermée dans sa partie la plus importante.

Les sommes affectées jusqu'à présent au creusage du chenal à 35 pieds ne bénéficieront pas au commerce tant que les travaux ne seront pas achevés.

Le retard est injustifié. Il prive le port de Montréal d'un fret qui lui revient de droit.

Le creusage du chenal à 35 pieds est commencé depuis 1910 à la suite des instances répétées des compagnies de transport de Montréal. Il ne reste plus qu'une portion comparative minime à compléter. Le travail devait être terminé en 1922; il pourrait l'être pour 1933 d'après les derniers renseignements que j'ai obtenus à bonne source.

Le creusage de ce chenal répond à un besoin pressant. Tous ceux qui s'intéressent au transport maritime le réclament avec insistance. Récemment, la Shipping Federation of Canada présentait un mémoire au gouvernement recommandant en ces termes le parachèvement de l'entreprise: "Il est impérieux de terminer le chenal sans retard afin d'assurer la suprématie de l'artère du Saint-Laurent."

Le président du Pacifique Canadien, M. Beatty, a aussi exprimé son opinion dans des termes analogues.

Réalise-t-on que notre port n'est plus en état de concurrencer les routes mieux favorisées du continent?

Ce retard est d'autant moins excusable que le pays a complété le canal Welland à ses frais au coût de \$125,000,000, alors que tous les montants affectés au creusage du chenal depuis le début s'élèvent à moins de \$30,000,000, dont il faut déduire une somme de \$13,000,000 pour la construction de dragues et l'aménagement des chantiers maritimes de Sorel, soit \$17,000,000 seulement pour le chenal.

Et, cependant, le canal Welland prendra une réelle importance, au point de vue économique, seule-

ment après que le Saint-Laurent sera canalisé. Tous les commissaires qui se sont succédé à la direction du port de Montréal ont compris que le Saint-Laurent était le plus puissant lien économique et national entre l'est et l'ouest du Canada. De toute leur énergie, ils ont travaillé avec succès à améliorer la navigation. La Commission actuelle est aussi consciente de ses devoirs. Elle se joint à la Shipping Federation of Canada et à tous ceux qui ont à cœur le progrès du pays pour prier le gouvernement de terminer le creusage du chenal du St-Laurent sans autre délai.

Les taux d'assurance sur la route du St-Laurent

Un autre problème vital se greffe intimement sur celui que je viens d'exposer sommairement: C'est celui des taux d'assurance exorbitants sur la route du St-Laurent par comparaison aux voies concurrentes de navigation.

Les taux annuels d'assurance de la coque sur la route du Saint-Laurent sont égaux à 5 pour cent de la valeur totale du navire, par année, pour la période s'étendant du 1er mai au 30 septembre; de 5.3 pour cent du 1er au 31 octobre, et de 5.7 pour cent du 1er au 25 novembre, tandis que le tarif est de 2 à 1.2 pour cent pendant toute la période à New-York. En d'autres termes, les Lloyd's reçoivent tous les ans, pour chaque vingt navires circulant sur la route de Montréal, une somme équivalente au prix d'un navire. C'est tout simplement exorbitant.

Le tarif équivalent, par jour, en tenant compte de la période d'incin-

tion, est de \$73, pour chaque cargo de 8,500 tonnes sur le Saint-Laurent, au lieu de \$37 sur la route de New-York, une différence du double.

Sur un voyage de 30 jours, le même navire affrété pour déchargement à Montréal, paie \$2,190 en assurance maritime à rapprocher de \$1,110 à New-York, soit le double. La différence dans le coût de l'assurance de ce navire pour la saison entière serait de \$7,873 en excès sur New-York.

Cet excédent sur New-York s'élève à \$78,000 dans le cas d'un océanique de 20,000 tonnes. Bref, la surprime sur la coque seulement répartie sur le nombre des navires qui visitent le port de Montréal représente annuellement \$2,500,000 de plus qu'à New-York.

A ceci s'ajoute une autre surcharge substantielle sur la cargaison elle-même. Calculée sur le tonnage moyen des importations et des exportations convergeant au port de Montréal, qui est d'environ 7,000,000 de tonnes par an, la prime payée par l'expéditeur dépasse de \$1,065,000 celle qui est exigible par voie de New-York.

Ainsi, nous voyons que le refus des Lloyd's à placer la route de Montréal dans un dominion, sur un pied d'égalité avec New-York, coûte à l'importateur et à l'exportateur canadiens la somme de \$3,565,000 par année.

Cette somme représente un capital immobilisé de \$84,000,000 à 4 pour cent.

On estime qu'une somme de \$15,000,000 serait suffisante pour compléter le chenal à une profondeur et à une largeur qui amèneraient les assureurs à réduire leurs taux.

Cette surprime est l'une des causes qui empêchent un plus grand nombre de navires de venir s'affrêter à Montréal.

Il est surprenant qu'en dépit de ces obstacles et de ces faits, le port de Montréal ait progressé avec une telle rapidité.

Cela est dû surtout à la position stratégique que Montréal occupe, à la convergence de ses réseaux ferroviaires, de même qu'à l'outillage perfectionné de son port.

Voilà la situation. Les intérêts des importateurs et exportateurs utilisant la voie du Saint-Laurent sont lésés doublement par le manque de profondeur et de largeur du chenal et par les surcharges d'assurance, les ports concurrents, mieux favorisés, sont en train d'absorber le transport qui nous est soustrait.

Voilà pourquoi le Canada a un intérêt vital à terminer immédiatement le creusage du chenal entre Québec et Montréal à une profondeur de 35 pieds et à une largeur d'au moins 600 pieds.

L'exécution de ces travaux rendra logique l'aménagement du St-Laurent dans sa partie supérieure dont je vais maintenant vous entretenir.

Développement des canaux

Le Canada possède aujourd'hui une voie de communication fluviale couvrant une longueur de plus de 2,200 milles.

Ce réseau s'étend du détroit de Belle-Isle à Fort-William reliant le Saint-Laurent aux grands lacs par une série de canaux. La différence de niveau entre Trois-Rivières et le lac Supérieur est de 600 pieds. Les canaux les plus importants à l'ouest de Montréal sont:

Nom du canal	Localisation	Long. milles	Prof. pieds
Soulanges	De Montréal au lac St-Louis	8.5	14
Série de canaux	du lac St-Louis au lac Ontario	14.0	14
Welland	du lac Ontario au lac Érié	23.5	14
Sault Ste-Marie	du lac Érié au lac Huron	25.0	25
	du lac Huron au lac Supérieur	1.5	18

Ces canaux, actuellement, ont une longueur totale de 73 milles, et le nombre de leurs écluses s'élève à 30. Leur construction a coûté environ \$200,000,000 au pays, somme assez modique comparée à \$1,200,000,000 versés aux chemins de fer du Canada, dont 85 pour cent provenaient du trésor public.

Et cependant n'est-il pas le plus logique, aux points de vue national et politique, de développer d'abord la voie fluviale? Nous aurions pu nous dispenser d'un second transcontinental et appliquer une faible partie de la somme économisée à améliorer la voie du Saint-Laurent pour permettre aux grands navires des lacs de rejoindre la mer à Montréal. Je considère que ce serait une erreur grave de faire peser plus longtemps sur le transport maritime le fardeau d'une politique aussi préjudiciable à l'avancement du pays.

Voyons, maintenant, ce qu'est la route américaine.

Le canal Érié et la route américaine

Le canal Érié s'étend de Buffalo sur le lac Érié jusqu'à Albany sur la rivière Hudson longeant sur une partie de son parcours le lac Ontario à une distance approximative de 25 milles de la berge sud. Sa longueur est de 363 milles, sa profondeur atteint 12 pieds, et le nombre de ses écluses s'élève à 35. Une flottille de petits cargos à moteur de 2,000 tonnes, très bien organisée, y fait le service. Le canal Érié est relié au canal Érié d'Oswego à Syracuse, par un embranchement d'une longueur de 25 milles desservi par 7 écluses. La distance d'Oswego à Albany, par eau, est de 195 milles, et par chemin de fer de 17 milles. La construction du canal Welland permet, maintenant aux grands navires des lacs de se rendre directement à Oswego au lieu de Buffalo, et réduit de près de moitié le trajet que les barges ont à parcourir. Bref, la construction du canal Welland a donné un avantage considérable aux Américains.

Et cet avantage ne peut être amoindri que par la construction de la nouvelle route du Saint-Laurent qui sera plus courte, plus profonde et contiendra un nombre inférieur d'écluses.

Résumons ces chiffres:

Long. milles	Nombre des ca- de- ches	Prof. pieds
Route Américaine, Buffalo	363	12
Américaine, Oswego	195	12
Canadienne, ancienne	72	30
Canadienne, projetée	55	18

(Il est bon d'ajouter que le nouveau canal de Beauharnois aura 3000 pieds de large, et doit être considéré comme une rivière.)

Importance économique de la route du St-Laurent

Suivez sur la carte le cours du fleuve Saint-Laurent depuis son embouchure, et pénétrez plus à l'ouest jusqu'aux confins des lacs qui viennent s'y déverser. Lorsque vous traverserez, de l'est à l'ouest, les diverses provinces liées par le pacte de la Confédération canadienne, vous réaliserez que le Saint-Laurent a dû servir à consolider l'unité du Canada beaucoup plus que les contrats intervenus entre les différentes provinces. A cette époque, les voies de transport du continent dirigeaient le courant économique du nord au sud, alors que la structure physique du territoire canadien tendait plutôt à créer un mouvement d'activité de l'est à l'ouest. De fait, l'union des provinces n'aurait pas été possible si les réseaux de communication, par eau et par terre, n'avaient créé une puissante solidarité d'intérêts entre des sections par ailleurs divisées par la divergence de leurs richesses naturelles et nombre d'autres facteurs. Le Saint-Laurent a été l'instrument de liaison nécessaire dans le passé. De nos jours, il contribue à resserrer les liens économiques dans l'ensemble du pays. La route de navigation projetée doublera le rendement du transport au profit du Canada tout entier.

Le territoire desservi par le Saint-Laurent comprend deux fertiles régions séparées par une longue li-

gère de terre inexploitée, toute la région aride située au nord du lac Supérieur. L'une de ces régions englobe l'est et le centre de l'Ontario, et l'autre inclut les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et une partie de l'Alberta. Ce territoire est peuplé par environ 5,000,000 d'habitants. Il renferme des ressources naturelles de toutes sortes, forestières, minières et agricoles. La section américaine, que l'exécution du projet favoriserait également, renferme une population de 42,000,000 d'habitants groupés en 14 États.

Si l'on consulte l'histoire, l'on se rend compte que tous les pays, devenus par la suite de puissants empires, ont assis leur hégémonie sur l'emprise des mers. La prédominance commerciale de la Grande-Bretagne rend témoignage à l'efficacité de sa marine marchande. L'Angleterre ne possédait pas de minerais de fer, et cependant, son industrie de l'acier est florissante. Elle ne produisait pas de coton et presque pas de laine, mais cela ne l'empêchait pas de fournir des cotonnades et des lainages à la moitié du monde.

Les voies de communication par eau, en plus de constituer un facteur de prospérité commerciale, ont l'excellent avantage de relier les chemins de fer à la mer. Le Canada doit son essor économique en grande partie au développement de ses moyens de communication.

Le fleuve Saint-Laurent est une artère de navigation d'une exceptionnelle importance. Il ouvre au commerce un port sis à 1,000 milles à l'intérieur des terres. Malgré cela, Montréal est situé à une plus courte distance de Liverpool que tous les ports concurrents de l'Atlantique, comme le démontre le tableau reproduit ci-après:

Distance comparative des principaux ports de l'Atlantique à Liverpool

	milles
Montréal	2,760
New-York	3,073
Philadelphie	3,179
Boston	3,521
Portland	3,743

Baltimore 3,907
Nouvelle-Orléans 4,613
Gaveston 5,496

Au Canada, l'efficacité et le coût modique des transports sont facteurs essentiels de progrès plus, peut-être, que partout ailleurs, par suite de la vaste étendue du territoire. L'indépendance économique du pays restera toujours subordonnée à la domination du rail et du navire.

Le jour où le premier navire de 10,000 tonnes aura transporté sa cargaison de la tête des grands lacs jusqu'à Montréal, sans arrêt, marquera l'aurore d'une ère nouvelle de prospérité. Le Canada ne pourra résister à la concurrence étrangère avec des chances de succès, qu'en autant que la canalisation du Saint-Laurent permettra d'abaisser les taux de transport.

La canalisation du St-Laurent est avantageuse pour le Canada

Le commerce qui débouche des grands lacs, dans les conditions actuelles, est assujéti aux retards et aux frais onéreux occasionnés par le transbordement à Port-Colborne, à Buffalo et tous les autres ports canadiens des grands lacs. Le plan d'aménagement du Saint-Laurent supprimerait ces graves inconvénients. Il relierait les grands lacs à l'océan au moyen d'un canal construit entre le lac Ontario et Montréal, à une profondeur suffisante pour permettre aux gros navires affectés au transport des grains de continuer leur route jusqu'à Montréal. Les navires du dernier modèle, en service sur les lacs, ont une capacité de 10,000 tonnes, pouvant contenir jusqu'à 500,000 minots de grain, soit cinq fois plus considérable que l'ancien cargo (85,000 à 100,000). Leur utilisation est évidemment plus économique.

Le transport du grain de Fort-William à Port-Colborne coûte actuellement 3 c. par boisseau; de Port-Colborne à Montréal il est de 6 c., soit 9 c. environ, de la tête des lacs à Montréal.

Baltimore 3,907
Nouvelle-Orléans 4,613
Gaveston 5,496

Au Canada, l'efficacité et le coût modique des transports sont facteurs essentiels de progrès plus, peut-être, que partout ailleurs, par suite de la vaste étendue du territoire. L'indépendance économique du pays restera toujours subordonnée à la domination du rail et du navire.

Le jour où le premier navire de 10,000 tonnes aura transporté sa cargaison de la tête des grands lacs jusqu'à Montréal, sans arrêt, marquera l'aurore d'une ère nouvelle de prospérité. Le Canada ne pourra résister à la concurrence étrangère avec des chances de succès, qu'en autant que la canalisation du Saint-Laurent permettra d'abaisser les taux de transport.

La canalisation du St-Laurent est avantageuse pour le Canada

Le commerce qui débouche des grands lacs, dans les conditions actuelles, est assujéti aux retards et aux frais onéreux occasionnés par le transbordement à Port-Colborne, à Buffalo et tous les autres ports canadiens des grands lacs. Le plan d'aménagement du Saint-Laurent supprimerait ces graves inconvénients. Il relierait les grands lacs à l'océan au moyen d'un canal construit entre le lac Ontario et Montréal, à une profondeur suffisante pour permettre aux gros navires affectés au transport des grains de continuer leur route jusqu'à Montréal. Les navires du dernier modèle, en service sur les lacs, ont une capacité de 10,000 tonnes, pouvant contenir jusqu'à 500,000 minots de grain, soit cinq fois plus considérable que l'ancien cargo (85,000 à 100,000). Leur utilisation est évidemment plus économique.

Le transport du grain de Fort-William à Port-Colborne coûte actuellement 3 c. par boisseau; de Port-Colborne à Montréal il est de 6 c., soit 9 c. environ, de la tête des lacs à Montréal.

Sur la ligne américaine, ce même transport, de Duluth à Buffalo, coûte 3c. de Buffalo à New-York 5c., soit 8c. de la tête des lacs à New-York, ce qui donne à New-York un avantage d'un sou par boisseau.

Oswego se vante (dans la Gazette du 22 février dernier) de pouvoir transporter le grain de la tête des lacs à Albany pour 5 1/2 c., savoir: 3 1/2 de la tête des grands lacs à Oswego, par le canal Welland, 1/4 pour transbordement à Oswego et 1 1/2 c. d'Oswego à Albany.

Voilà la menace la plus considérable contre le port de Montréal. La lutte est-elle possible? Oui.

Après la canalisation, les navires pourront transporter le grain directement de Fort-William à Montréal, sans transbordement, pour 5c. ou 5 1/2 c. par boisseau. La différence du coût représente une économie de 3 1/2 à 4 c. par boisseau. Vous pouvez juger, par vous-mêmes, à quels fils délicats tient le commerce canadien, puisque l'avenir repose sur des fractions de sou.

Cette réduction améliorerait la situation de l'exportateur de blé canadien sur les marchés européens.

Elle est absolument nécessaire pour compenser les frais plus élevés encourus par le producteur canadien, pour transporter son produit par rails jusqu'aux voies fluviales.

Le blé récolté au Canada, est transporté par rails sur une distance moyenne de 900 milles de la ferme au port d'expédition, à comparer à 210 milles en Argentine, à 215 milles en Australie, à 530 milles

aux Indes, et à 350 milles en Russie. A moins de compenser le coût élevé du transport sur rails par une réduction équivalente des taux fluviaux, l'exportateur canadien est sérieusement handicapé.

La solution de cette difficulté réside dans la canalisation. Le producteur économiserait sur la nouvelle voie fluviale près de 50% sur l'ancien taux.

A ces avantages tangibles qui méritent en faveur de la canalisation s'ajoutent d'autres avantages non moins réels, mais plus difficiles à apprécier à leur juste valeur.

Parmi ces facteurs, je voudrais mentionner l'essor commercial que la nouvelle route canadienne provoquera à coup sûr.

L'aménagement des forces hydrauliques, résultant du développement de la voie de navigation, va stimuler l'expansion industrielle sur le bassin du Saint-Laurent et créer un marché de consommation profitable aux régions agricoles.

L'on a estimé que le volume du fret manipulé sur la nouvelle route du Saint-Laurent varierait annuellement entre 11,000,000 et 30,000,000 de tonnes.

La production minière, pour peu qu'elle continue de s'accroître en proportion des dernières années, est destinée à activer le transport fluvial.

Le blé constitue le principal article d'exportation à l'heure présente, mais, qui nous dit qu'il en sera toujours ainsi?

A un autre point de vue, la canalisation du Saint-Laurent est devenue nécessaire comme conséquence d'une erreur économique.

Ce fut une erreur de construire le nouveau canal Welland sans pourvoir à la construction de la route entière dont ce canal ne devait être qu'un tronçon.

C'était favoriser, temporairement, le port d'Albany au préjudice de Montréal, et Albany est disposée à en profiter.

Les dangers qui menacent la suprématie du port de Montréal

Jusqu'à dernièrement, Montréal a dominé tous les autres ports de l'Amérique du Nord pour le transport du grain.

Cependant, si nous examinons le rapport du port de New-York (New York Port Authorities) pour 1929, nous constatons que plus de 85,000,000 de boisseaux de notre blé canadien ont été dirigés vers les ports américains pour expédition, dont 60,000,000 de boisseaux au port de New-York.

Dans cette même année, le port de Montréal n'a expédié que 90,500,000 boisseaux de grains, et de cette quantité, plus de 26,000,000 de boisseaux étaient des grains américains.

Notre grain canadien s'est donc dirigé vers l'est des États-Unis, dans une proportion de 88 aux États-Unis, contre 64 à Montréal.

Notons bien un fait intéressant, signalé par les autorités du port de New-York.

"L'investigation instituée par les autorités du port de New-York révèle que le grain canadien constituait 20 pour cent du tonnage d'exportation du port de New-York."

"Le volume de ce commerce apporte un revenu annuel de \$9,000,000 aux chemins de fer américains et aux propriétaires de barges desservant les ports américains de l'Atlantique, et en plus, fournit de 20 à 75 pour cent des cargaisons

Baltimore 3,907
Nouvelle-Orléans 4,613
Gaveston 5,496

Au Canada, l'efficacité et le coût modique des transports sont facteurs essentiels de progrès plus, peut-être, que partout ailleurs, par suite de la vaste étendue du territoire. L'indépendance économique du pays restera toujours subordonnée à la domination du rail et du navire.

Le jour où le premier navire de 10,000 tonnes aura transporté sa cargaison de la tête des grands lacs jusqu'à Montréal, sans arrêt, marquera l'aurore d'une ère nouvelle de prospérité. Le Canada ne pourra résister à la concurrence étrangère avec des chances de succès, qu'en autant que la canalisation du Saint-Laurent permettra d'abaisser les taux de transport.

La canalisation du St-Laurent est avantageuse pour le Canada

Le commerce qui débouche des grands lacs, dans les conditions actuelles, est assujéti aux retards et aux frais onéreux occasionnés par le transbordement à Port-Colborne, à Buffalo et tous les autres ports canadiens des grands lacs. Le plan d'aménagement du Saint-Laurent supprimerait ces graves inconvénients. Il relierait les grands lacs à l'océan au moyen d'un canal construit entre le lac Ontario et Montréal, à une profondeur suffisante pour permettre aux gros navires affectés au transport des grains de continuer leur route jusqu'à Montréal. Les navires du dernier modèle, en service sur les lacs, ont une capacité de 10,000 tonnes, pouvant contenir jusqu'à 500,000 minots de grain, soit cinq fois plus considérable que l'ancien cargo (85,000 à 100,000). Leur utilisation est évidemment plus économique.

Le transport du grain de Fort-William à Port-Colborne coûte actuellement 3 c. par boisseau; de Port-Colborne à Montréal il est de 6 c., soit 9 c. environ, de la tête des lacs à Montréal.

Sur la ligne américaine, ce même transport, de Duluth à Buffalo, coûte 3c. de Buffalo à New-York 5c., soit 8c. de la tête des lacs à New-York, ce qui donne à New-York un avantage d'un sou par boisseau.

Oswego se vante (dans la Gazette du 22 février dernier) de pouvoir transporter le grain de la tête des lacs à Albany pour 5 1/2 c., savoir: 3 1/2 de la tête des grands lacs à Oswego, par le canal Welland, 1/4 pour transbordement à Oswego et 1 1/2 c. d'Oswego à Albany.

Voilà la menace la plus considérable contre le port de Montréal. La lutte est-elle possible? Oui.

Après la canalisation, les navires pourront transporter le grain directement de Fort-William à Montréal, sans transbordement, pour 5c. ou 5 1/2 c. par boisseau. La différence du coût représente une économie de 3 1/2 à 4 c. par boisseau. Vous pouvez juger, par vous-mêmes, à quels fils délicats tient le commerce canadien, puisque l'avenir repose sur des fractions de sou.

Cette réduction améliorerait la situation de l'exportateur de blé canadien sur les marchés européens.

Elle est absolument nécessaire pour compenser les frais plus élevés encourus par le producteur canadien, pour transporter son produit par rails jusqu'aux voies fluviales.

Le blé récolté au Canada, est transporté par rails sur une distance moyenne de 900 milles de la ferme au port d'expédition, à comparer à 210 milles en Argentine, à 215 milles en Australie, à 530 milles

aux Indes, et à 350 milles en Russie. A moins de compenser le coût élevé du transport sur rails par une réduction équivalente des taux fluviaux, l'exportateur canadien est sérieusement handicapé.

La solution de cette difficulté réside dans la canalisation. Le producteur économiserait sur la nouvelle voie fluviale près de 50% sur l'ancien taux.

A ces avantages tangibles qui méritent en faveur de la canalisation s'ajoutent d'autres avantages non moins réels, mais plus difficiles à apprécier à leur juste valeur.

Parmi ces facteurs, je voudrais mentionner l'essor commercial que la nouvelle route canadienne provoquera à coup sûr.

L'aménagement des forces hydrauliques, résultant du développement de la voie de navigation, va stimuler l'expansion industrielle sur le bassin du Saint-Laurent et créer un marché de consommation profitable aux régions agricoles.

L'on a estimé que le volume du fret manipulé sur la nouvelle route du Saint-Laurent varierait annuellement entre 11,000,000 et 30,000,000 de tonnes.

La production minière, pour peu qu'elle continue de s'accroître en proportion des dernières années, est destinée à activer le transport fluvial.

Le blé constitue le principal article d'exportation à l'heure présente, mais, qui nous dit qu'il en sera toujours ainsi?

A un autre point de vue, la canalisation du Saint-Laurent est devenue nécessaire comme conséquence d'une erreur économique.

Ce fut une erreur de construire le nouveau canal Welland sans pourvoir à la construction de la route entière dont ce canal ne devait être qu'un tronçon.

C'était favoriser, temporairement, le port d'Albany au préjudice de Montréal, et Albany est disposée à en profiter.

Les dangers qui menacent la suprématie du port de Montréal

Jusqu'à dernièrement, Montréal a dominé tous les autres ports de l'Amérique du Nord pour le transport du grain.

Cependant, si nous examinons le rapport du port de New